

CONTRE DARMANIN ET SON MONDE



LE 18 DÉCEMBRE

**TOU·TE·S SOLIDAIRES
TOUTES ET TOUS
DANS LA RUE**

Dossier

**SOLIDARITÉ
AVEC LES
MIGRANT·E·S**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Leur démocratie
et la nôtre

Page 2

PREMIER PLAN

Les Républicains. Ciotti:
à droite jusqu'où?

Page 2

ACTU INTERNATIONALE

Belgique. La crise
s'installe, les
mobilisations aussi

Page 4

Grande-Bretagne.
Le spectre de la grève
générale face aux
restrictions du droit
de grève Page 5

ACTU SOCIALE

Transports publics.
Impasse Navigo: des
transports toujours plus
chers et dégradés

Page 8

Big Pharma. Grève chez
Sanofi: augmenter les
salaires, pas les
actionnaires

Page 9

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Nicolas
Kiss-Martov, auteur du
«Mondial de la honte»
aux Éditions Libertalia

Page 12



Par FABIENNE DOLET

Leur démocratie et la nôtre

A près la vingtaine de perquisitions à Bruxelles ce week-end, 600 000 euros ont été retrouvés au domicile de l'élu au Parlement européen, Eva Kaili (parti socialiste grec). En tout, avec l'argent saisi chez l'ancien eurodéputé Pier Antonio Panzeri, la police a récolté 1,5 million d'euros. Quatre personnes sont écrouées et inculpées pour «appartenance à une organisation criminelle, blanchiment d'argent et corruption». Les soupçons se portent vers Doha. Le Qatar aurait financé la députée socialiste (destituée le 13 décembre par le Pasok) pour qu'elle et son entourage fassent du lobbying en sa faveur.

L'objectif a été atteint, puisqu'Eva Kaili a affirmé récemment que «le Qatar est un précurseur en matière de droits du travail». Panzeri, de son côté, avait déclaré en avril 2019 que le Qatar pouvait désormais être considéré comme «une référence en matière de droits humains». Une parole de poids, pour celui qui, spécialiste des droits humains et des pays arabes, a siégé de 2004 à 2019 et a été membre de la commission des Affaires étrangères du Parlement européen et présidé la sous-commission des droits de l'homme en 2017. Il a su monnayer ses «compétences»! La corruption des élus, moralement condamnable, est l'expression d'un système politique véreux aux ordres des patrons, des riches et du profit. Sa banalité ne devrait pas nous faire oublier que la démocratie mérite mieux qu'un vote tous les cinq ans, sans aucun contrôle sur les élus. Ces derniers devraient être révocables, être élus par des assemblées locales, rendre compte de leurs travaux et de leurs décisions au plus près des besoins de la population. Cooptations, élections-spectacles largement financées par de riches entrepreneurs, professionnalisation de la politique, mandats à rallonge... sans limite ni contrôle, la démocratie mérite mieux! Elle pourrait s'exercer dans les quartiers, dans les entreprises, dans toutes les assemblées dont les travailleurEs et les jeunes se doteraient pour concurrencer des institutions au service des patrons, des impérialismes, du Qatar et de tant d'autres lobbys. À nous de prendre nos affaires en main!

BIEN DIT

Je ne regarde pas l'attribution qui m'a été faite du prix Nobel comme une victoire individuelle. Ce n'est ni orgueil ni modestie de penser qu'elle est, d'une certaine façon, une victoire collective.

J'en partage la fierté avec ceux et celles qui, d'une façon ou d'une autre, souhaitent plus de liberté, d'égalité et de dignité pour tous les humains, quels que soient leur sexe et leur genre, leur peau et leur culture.

ANNIE ERNAUX, discours lors de la réception de son Prix Nobel de littérature, 7 décembre 2022.

À la Une

Pénuries, dégradation des services: un système incapable de répondre à nos besoins

Chaque jour qui passe nous montre à quel point le fonctionnement de l'économie capitaliste, fondée sur la concurrence, le profit et la rentabilité à court terme, est contradictoire avec la satisfaction des besoins de la population. Et ces derniers temps, le moins que l'on puisse dire est que les exemples s'accumulent d'un système qui non seulement ne répond pas à ces besoins, mais «régresse» dans sa capacité à fournir un certain nombre de services essentiels.

L'exemple de la pénurie d'énergie et des coupures d'électricité annoncées est peut-être le plus spectaculaire, a fortiori dans un pays comme la France qui se vante de ses capacités nucléaires, supposées garantes d'indépendance énergétique. Car si la guerre contre l'Ukraine et l'arrêt des livraisons de gaz russe pèsent, les problèmes étaient là avant: centrales nucléaires vieillissantes et/ou à l'arrêt, retard pris sur le chantier de l'EPR de Flamanville, transition vers les renouvelables absolument pas amorcée... Autant de facteurs qui pèsent lourdement sur les pénuries annoncées, et qui sont la preuve par l'absurde de l'incapacité du «marché» et des capitalistes, dont les intérêts ne sont pas ceux de l'immense majorité d'entre nous, à avoir comme préoccupation les services fournis à la population — sans même parler des dangers du nucléaire.

Transports, hôpitaux, écoles... Autre exemple frappant avec la situation des transports en commun en région parisienne, dont la dégradation est visible chaque jour pour l'ensemble des usagerEs, avec des bus supprimés, des métros et des RER de moins en moins fréquents, et donc des rames de plus en plus surchargées. La situation de la RATP montre que non seulement les économies se font toujours au détriment des usagerEs mais que, de surcroît, la dégradation des conditions de travail des salariés a pour double effet une dégradation des conditions de transport et une pénurie de main-d'œuvre. Difficile en outre, lorsque l'on parle de transports en commun, de ne pas évoquer la situation à la SNCF, où l'austérité et les attaques contre le statut de cheminotE se sont elles aussi traduites par une dégradation sans précédent des services fournis.

COUPURES D'ÉLECTRICITÉ, HÔPITAUX FERMÉS, TRANSPORTS À L'ARRÊT...



On pourrait aussi parler de l'état désastreux des hôpitaux, dénoncé depuis des années par les personnels et les usagerEs, mais aussi des établissements scolaires et, plus globalement, de l'ensemble des services publics. Des choix politiques catastrophiques ont conduit à réduire leurs capacités, la qualité de leur fonctionnement et, au total, à fragiliser toujours plus les plus fragiles. Ces choix politiques ne sont pas seulement le fait d'individus incompetents mais aussi d'une croyance dans les dogmes du néolibéralisme, selon lesquels le «marché» et le secteur privé sont les plus aptes à répondre aux besoins de la société tandis que l'État et les services publics seraient des obstacles au dynamisme de l'économie et à sa «croissance».

Lorsqu'elle était à son plus haut, la pandémie de Covid avait joué un rôle de puissant révélateur des contradictions entre les intérêts

du «marché» et ceux des populations : services hospitaliers débordés, pénuries de matériel indispensable dans les hôpitaux, incapacité à reconvertis des unités de production pour fournir ledit matériel, etc. Sans même parler des scandales divers, et notamment celui des masques, avec les mensonges du gouvernement destinés à dissimuler que l'austérité et les coupes budgétaires avaient amené à ne pas renouveler les stocks, contrairement aux préconisations des organismes compétents.

Un système pourri

La situation que nous vivons actuellement, qui donne pour une fois une certaine pertinence à l'expression «Tout fout le camp», n'est pas accidentelle. Il s'agit d'une manifestation particulièrement visible, du fait de la multiplication des carences manifestes du système, d'un stade de pourrissement du capitalisme, qui va se poursuivre

et s'accentuer si nous n'imposons pas une rupture avec la logique même de ce système. Ainsi, selon certaines prévisions, les pénuries ne font que commencer: on annonce ainsi, dans les mois à venir, une pénurie de... riz. En cause: la conjoncture économique globale, les conséquences de la guerre en Ukraine, et surtout les événements climatiques survenus cette année, notamment en Inde et au Pakistan, dont la production alimente l'ensemble du marché mondial. À elle seule, l'Inde a ainsi exporté, en 2021-2022, plus de 21 millions de tonnes de riz, soit 40% des échanges mondiaux... La crise climatique et ses effets sont incontestablement l'aspect le plus visible de ce pourrissement et de ses conséquences funestes. Les pénuries diverses, la saturation des services publics et les régressions sociales en cours participent elles aussi de ce pourrissement, et doivent elles aussi nous alerter. Il ne peut rien ressortir de bon d'un système dans l'ADN duquel les inégalités sont inscrites, fondé sur l'exploitation sans limite de l'immense majorité — et des ressources naturelles — pour les profits de quelques-uns. Et il n'y a rien à attendre de ceux qui jouent le rôle de personnel politique du capital et de la bourgeoisie, menant une guerre de classe dont les conséquences se font chaque jour sentir un peu plus. Il y a urgence à s'organiser pour imposer la rupture avec ce système funeste, ce qui implique de prendre nos affaires en main et de construire les mobilisations et les outils indispensables à ce que ce soit réellement celles et ceux qui font tourner cette société qui prennent les décisions et les mettent en œuvre dans le seul objectif de satisfaire les besoins du plus grand nombre, en respectant les exigences écologiques.

J.S.

LES RÉPUBLICAINS Ciotti: à droite jusqu'où?

L'élection d'Éric Ciotti, député des Alpes-Maritimes, à la présidence de LR avec 53,7% des voix, traduit à la fois la volonté de répondre à la pression de l'extrême droite politique en se situant sur son terrain raciste et sécuritaire, et la volonté d'affirmation d'un espace politique étroit, entre Macron et Le Pen. De quoi Ciotti est-il le nom?

présence en France; suppression du droit à la scolarisation des enfants en situation irrégulière; rétablissement de la double peine pour les étrangers condamnés; retour des peines planchers; suppression des allocations aux parents de mineurEs décrocheurs ou délinquants; jusqu'à la proposition de création d'un «Guantanamo à la française»...

Symbolique de cette conversion de la droite dite «républicaine» à l'extrême droite, Ciotti avait été jusqu'à présenter la théorie raciste du «grand remplacement» comme une réalité, affirmant qu'il voterait pour Zemmour

plutôt que pour Macron en cas de duel au second tour de la présidentielle...

Vers une recomposition?

Malgré ses efforts de plaire au plus grand nombre à droite, les positions du nouveau président de LR font tourner et produisent déjà leurs premiers effets. 41 ans après avoir adhéré au parti de droite (à l'époque le RPR), François Grosdidier, le maire de Metz, vient de quitter Les Républicains. Présidente des Républicains de Haute-Garonne, Laurence Arribagé vient aussi d'annoncer qu'elle quittait LR... pour rejoindre le parti politique fondé

par Édouard Philippe, Horizons. Sophie Vaginay-Ricourt (maire de Barcelonnette), David Gehant (maire de Forcalquier) et Camille Galtier (maire de Manosque) viennent eux aussi de partir. Pour Ciotti, ces premiers départs sont un «soubresaut». Mais peut-être sont-ils les signes avant-coureurs d'une recomposition engageant un large spectre de la droite allant du macronisme à l'extrême droite. Ainsi Stéphane Séjourné, le secrétaire général de Renaissance, le parti de Macron, a en effet appelé la «droite républicaine» à se

Un monde à changer

UN JEU DE COP ENTRE HYPOCRITES.

La 15^e conférence des Nations unies sur la biodiversité à Montréal (sous présidence chinoise) se déroule du 7 au 19 décembre. Elle fait suite à la COP27 sur le climat. Encore de l'affichage pour faire croire que l'on agit pour préserver les conditions de vie sur la planète pour les humains... et les autres espèces. De conférence en conférence, les engagements non tenus rythment ces politiques, donnant l'impression aux populations qu'il est en fait impossible d'agir et que : «C'est fichu»! Cette COP15 n'échappe pas à la règle. Avant sa clôture, on sait déjà qu'elle ne permettra pas d'enrayer la crise de biodiversité. Le grand débat en cours consiste à savoir s'il faut classer en aires protégées 30% (voire 50%) des surfaces

terrestres et marines d'ici 2030 contre 17% et 8% aujourd'hui. Or, dans les conditions actuelles de ce débat, c'est un jeu entre hypocrites. Car tous les États vont faire baisser le niveau de protection réelle des aires protégées pour afficher l'augmentation des surfaces. D'ailleurs, dès le début de la conférence, la notion de «protection forte» a été tout simplement supprimée. La France s'est, début 2022, déjà bien préparée (en catimini par une loi passée en février) à ce jeu d'imposteurs en modifiant la notion de «protection forte» pour y faire rentrer... n'importe quel type d'espaces alors que la règle précédente était stricte : les espaces sous protection réglementaire. Nos énarques avaient déjà pensé à se prémunir contre des obligations et engagements à venir...

Mais on va aller plus loin à Montréal. Faute de mettre en place des politiques réglementaires pour réellement protéger la biodiversité, les États vont accélérer la crise de biodiversité, par des mécanismes de «marchandisation» de la nature, qui vont mettre en place des systèmes permettant de justifier la destruction des écosystèmes en «échange» de politiques de «compensation» qui ne compensent en fait rien du tout! Deuxième grande imposture! La France s'est encore une fois bien préparée pour cette approche destructrice lors de la loi biodiversité de 2016: généralisation du principe ERC dans lequel E signifie «éviter», R «réduire» et C «compenser». Comme on invente que l'on peut compenser la destruction d'un écosystème, il n'est plus besoin de chercher à l'éviter. On a ainsi légalisé le droit à la destruction. Il est grand temps de changer de politique... et de système économique!

IRAN Trois jours de grève nationale

Commencé il y a deux mois et demi, le soulèvement contre le régime islamique se poursuit et se développe, malgré une violente répression cherchant à éradiquer le mouvement. Une deuxième exécution publique a eu lieu lundi 12 décembre, qui marque un pas en avant supplémentaire dans la brutalité d'un régime qui vient d'être confronté à trois jours de grève nationale.

La manifestation de rue est le mode principal d'expression du mouvement, mais l'idée de la grève générale fait son chemin. Un appel national avait été lancé pour faire grève du 5 au 7 décembre. Il a été notamment suivi dans des petits commerces d'une cinquantaine de villes, malgré les intimidations.

Grèves multiples

Des étudiantEs ont massivement participé à ces journées. Des grèves et manifestations se sont déroulées dans presque toutes les universités du pays. Les images des actions menées dans une trentaine d'universités et facultés circulent sur les réseaux sociaux. Le point culminant a eu lieu le mercredi 7 décembre, qui est par ailleurs la journée annuelle de commémoration de l'assassinat de trois étudiants en 1953. Ceux-ci avaient été tués par les forces de répression du Chah lors d'une manifestation



estudiantine contre la venue à Téhéran de Nixon, alors vice-président des États-Unis. Depuis 1979, le régime islamique tente de confisquer cette journée, mais en vain. Cette année, la journée étudiante a été particulièrement commémorée dans les universités, dans le contexte de la grève nationale.

Les chauffeurs routiers, en grève depuis le 26 novembre dans différentes régions, ont continué leur grève dans le cadre de ces trois journées. Il en va de même dans certaines entreprises de la pétrochimie (à Sanandaj), de la sidérurgie (à Ispahan) et de la cimenterie (à Ispahan également), ainsi que chez les chauffeurs de bus de Machhad. **Mina Pardis**

Atmosphère de révolte

Pendant ces trois jours, les manifestations de rue ont continué dans plusieurs villes. Elles ont été particulièrement suivies le troisième jour. Cela a notamment été le cas à Téhéran où des dizaines de milliers de manifestantEs, à pied ou en voiture, partiEs de divers quartiers, ont tenté de rejoindre la place Azadi (qui en farsi signifie «liberté»). Simultanément, dans plusieurs quartiers et banlieues, des rassemblements ont eu lieu. Dans une banlieue pauvre de Sanandaj (Kurdistan), où règne de fait la loi martiale, un jeune homme (Houman Abdollahi) a été tué par des tirs des forces de répression. À Ispahan et plusieurs agglomérations alentour, les manifestantEs scandent «Pauvreté, corruption, vie chère, nous partons en mouvement pour le renversement [du régime]» ont battu le pavé. La même atmosphère de révolte était de mise dans plusieurs autres villes du pays.

Cet appel aux trois journées de grève, suivies à travers le pays par un grand nombre de personnes appartenant à diverses catégories, dans un contexte de répression meurtrière, marque un grand pas vers la grève générale.

Mina Pardis

Le chiffre 40 000

TotalEnergies prévoit d'accaparer 40 000 hectares de terres au nord de Brazzaville, en République démocratique du Congo, pour y planter des millions d'acacias destinés à «séquestrer» du CO₂. Il s'agit de faire jouer la «compensation carbone», dont le principe consiste à établir des plantations d'arbres en monoculture qui absorbent le carbone dans l'atmosphère, qui sera ensuite déduit du bilan carbone du groupe. Les propriétaires ancestraux des terres ont été expropriés, et le projet met en danger la sécurité alimentaire de milliers de personnes.



Agenda

Samedi 17 et dimanche 18 décembre, manifestations contre Darmanin et son monde pour la journée internationale des migrant·e·s. À Paris, manifestation le 18 décembre à 11 h, porte de La Chapelle. <https://antiracisme-solidarite.org>



JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANT·E·S
CONTRE DARMANIN ET SON MONDE

NO COMMENT

Mon voisin, à l'époque, qui était maçon, couvreur et qui montait sur les toits me disait : «Je n'en peux plus». Aujourd'hui, la nature du travail n'est pas la même. Les déménageurs, les couvreurs, les gens dans les travaux publics sont équipés d'un exosquelette, de matériau... La pénibilité du travail n'est plus la même.

FRANÇOIS PATRIAT, sénateur Renaissance, Public Sénat, 12 décembre 2022.

rapprocher du pouvoir actuel... À l'inverse, la dynamique de la campagne interne, avec moult ralliements à Ciotti venus des restes de la vieille garde chiraquienne ou sarkozyste contre Rettaillieu, montre une force politique tout à fait alignée sur le logiciel d'une «nouvelle droite» qui n'hésite pas à afficher ses convergences avec Zemmour et le Rassemblement national.

Attention danger!

Bien difficile de dire quelle va être la suite du programme. L'arrivée de Ciotti à la tête de LR marque de façon sûre la mise sur orbite de la candidature à droite toute de Laurent Wauquiez à l'élection présidentielle de 2027, cela sans passage par la case primaire. Et oui, chez ces gens, «gouverner c'est prévoir»... mais prévoir de gouverner, c'est encore plus important! En attendant, la «réforme» des retraites ou le projet de loi sur

l'immigration devraient permettre à cette droite de peser de tout son poids sur un gouvernement Borne bien à la peine pour se trouver des alliés. De quoi dégager un espace inattendu à la ligne Ciotti pour exister ces prochains mois et distiller sa ligne réactionnaire. Dans ce cadre, le curseur pourrait alors se déplacer toujours plus à droite, sans que LR ne soit obligé de scier la branche sur laquelle le parti est assis en soutenant directement le pouvoir actuel.

Pour autant, selon le vieux précepte que l'on préfère toujours l'original à la copie, une telle dynamique pourrait profiter en fine à l'extrême droite parlementaire, aujourd'hui bien positionnée dans les institutions. En cristallisant l'orientation «à droite toute» tout en pensant résister à la pression de l'extrême droite, Ciotti pourrait bien être l'idiot utile de notre pire ennemi.

Manu Bichindaritz



l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org

Tirage : 6 500 exemplaires

Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org

Directeur de publication : Julien Salingué

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Secrétaires de rédaction : Fabienne Brifault, Julien Salingué

Numéro ISSN : 2269-3696

Commission paritaire : 0419 P 11508

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 0148704221
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



NICARAGUA Répression, torture et peur : les armes de la dictature Ortega/Murillo

Si vous vous rendez au Nicaragua, vous ne trouverez personne pour critiquer le gouvernement. Toute critique risque de vous conduire à « El Chipote », prison tristement célèbre sous la dictature de Somoza et remise au goût du jour par le couple Ortega/Murillo.

A près le soulèvement populaire de 2018, la répression s'est accentuée. La dictature du couple Ortega/Murillo contrôle désormais tous les moyens de communication ; télés, radios, journaux un tant soit peu critiques sont fermés, leurs locaux confisqués et les journalistes en prison. Tout contestataire est considéré comme « agent de l'étranger » ou « traître à la patrie » et risque la prison, la torture et plusieurs années de prison à l'exemple de Hugo Torres, ancien commandant de la révolution mort en prison le 12 février 2022 par manque de soins ou de la commandante Dora Maria Téllez, à l'isolement depuis juin 2021, privée de lumière, de lire, d'écrire, de nourriture parfois, visites de sa famille tous les 2 mois.

Ni socialiste ni anti-impérialiste

Le CSPN (Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua) se bat contre ce régime qui n'a rien de socialiste ou d'anti-impérialiste, contrairement aux dires d'Ortega (qui vient de recevoir les félicitations du FMI pour sa politique économique !). Dernièrement le collectif a réuni plusieurs centaines de signatures, dont les trois porte-parole du NPA, pour demander la libération de Dora Maria Téllez qui vient de recevoir le doctorat honoris causa de la Sorbonne. Il y a eu également un concert de soutien et un débat avec l'ancien directeur de *Barricada*¹, aujourd'hui en exil. Actuellement ce sont plus de 300 prisonnierEs qui sont retenus dans les geôles de la dictature : militantEs des droits humains, syndicalistes, journalistes, prêtres, candidats déclarés à la présidentielle empêchés de se présenter. Et depuis plus d'un an le régime cible particulièrement les anciens dirigeants sandinistes qui ont rompu avec le Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

Liquider ceux qui gênent

Hugo Torres et Dora María Téllez sont parmi les principales figures de la lutte pour la démocratie et la justice sociale au Nicaragua depuis plus de quarante ans.

Hugo Torres faisait partie du commando qui, en 1974, avait obtenu la libération d'une vingtaine de prisonniers sandinistes, parmi lesquels... Daniel Ortega ! Dora María Téllez a rejoint à 20 ans le FSLN dans la guérilla contre la dictature de Somoza. En 1979, c'est elle qui, à 23 ans, dirigera l'offensive pour prendre León, la première ville libérée du pays.

Auparavant, tous deux auront codirigé la prise du Palais national du Nicaragua en 1978 qui a permis la libération de 60 prisonnierEs politiques de l'époque. Après le renversement de la dictature de Somoza, Hugo Torres a été un responsable de l'armée populaire sandiniste. Dora María a été vice-présidente du Conseil d'État, députée et ministre de la Santé. En 1995, en raison de la dérive autoritaire de Daniel Ortega, elle a quitté le FSLN avec nombre de dirigeants sandinistes.

Des inquiétudes pour nombre de prisonnierEs

Si les condamnations prononcées à ce jour vont de 7 à 13 ans d'incarcération, le cas d'Oscar René Vargas est à souligner : il risque 30 ans de prison pour « conspiration pour saper l'intégrité nationale ». Ce sociologue, ancien conseiller de la direction du FSLN dans les années 1980, est économiste et historien et, jusqu'à son arrestation, il dénonçait la grave crise économique, sociale et politique que traverse le pays et la responsabilité du régime d'Ortega dans cette crise et dans l'émigration forcée de milliers de NicaraguayenEs.

Un appel international a été lancé pour sa libération et celle des autres prisonnierEs politiques.

Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua

1 – Média « historique » du Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

Contact CSPN: solidarite.peuple.nicaragua2019@gmail.com

USA Poussée des réformateurs lors de l'élection de la direction du syndicat de l'automobile

La fédération syndicale « Travailleurs unis de l'automobile » (UAW), autrefois le fleuron du mouvement ouvrier américain, aujourd'hui une organisation autoritaire et corrompue, vient d'élire une nouvelle direction syndicale engagée dans la réforme.

Le vote est encore en cours de dépouillement (notamment pour le poste de président), mais les réformateurs pourraient prendre des postes de direction du syndicat. La victoire des réformateurs dans cette élection ouvre la possibilité d'un changement progressiste fondamental dans l'un des plus grands syndicats industriels du pays, qui représente également de nombreux travailleurEs de l'enseignement supérieur. Mais les réformateurs devront relever d'énormes défis face à l'ancienne direction du syndicat, aux employeurs et au gouvernement.

Une longue histoire syndicale

Dans les années 1930, par le biais d'occupations d'usines, de piquets de grève massifs et de batailles avec les briseurs de grève et la police, le syndicat dirigé par la gauche a réussi à organiser les travailleurEs des trois grands constructeurs automobiles : General Motors, Ford et Chrysler, ainsi que de nombreux fournisseurs de pièces détachées. Dans les années 1940, alors que les usines se tournent vers la production de guerre, l'UAW compte plus d'un million de membres. Walter Reuther, président du syndicat de 1940 à 1970, était un social-démocrate qui a soutenu le mouvement des droits civiques des Noirs et les travailleurEs agricoles latinos, mais il a également créé un caucus (groupe de direction) hautement centralisé, qui a dominé le syndicat pendant 70 ans.

Le syndicat a connu plusieurs crises. Dans les années 1960, lorsque les travailleurEs noirs ont exigé des changements à la fois



differents groupes de travailleurEs effectuant le même travail. Cependant, l'UAW d'aujourd'hui n'est pas celle d'autrefois. Lorsque les usines automobiles ont fermé, l'UAW a perdu des membres, le syndicat a commencé à s'implanter dans d'autres secteurs, comme l'éducation. L'UAW d'aujourd'hui n'est donc plus uniquement un syndicat industriel. Au total, le syndicat compte 391 000 membres actifs et 580 000 membres retraités qui votent également aux élections syndicales. Mais parmi les membres actifs, plus d'un quart sont désormais des salariéEs diplômés des universités.

Les réformateurs ont remporté plusieurs postes lors de l'élection de la direction qui vient d'avoir lieu. Mais seuls 106 000 adhérentEs sur près d'un million de travailleurEs actifs et retraités ont voté. Ainsi, bien qu'il y ait une nouvelle direction, elle n'a pas été propulsée au pouvoir par un vaste soulèvement militant des travailleurEs sur les lieux de travail ni par un puissant mouvement de réforme (45 000 travailleurEs étudiants diplômés sont actuellement en grève en Californie, mais leur syndicat régional n'a pas soutenu les réformateurs).

Plusieurs des réformateurs ont de l'expérience au niveau local, mais ils n'ont jamais dirigé un syndicat national, et ils doivent maintenant relever de grands défis. Ce sera difficile. Ils auront besoin de la solidarité de la gauche.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

condamnés à des peines d'un à six ans de prison. Voyant la nécessité d'une réforme, des travailleurs ont créé l'organisation Unite All Workers for Democracy (UAWD). Dans le contexte de crise, les tribunaux sont intervenus dans le syndicat et des réformes ont été proposées, de sorte que les membres ont voté en 2021 pour mettre fin à la pratique consistant à élire les dirigeants lors de congrès syndicaux nationaux et donc laisser désormais les adhérents voter directement pour les postes supérieurs de direction. Les réformateurs ont alors créé une liste appelée UAW Members United qui exigeait « aucune corruption, aucune concession et aucun palier » (les paliers font référence à des taux de rémunération différents pour

BELGIQUE La crise s'installe, les mobilisations aussi

Lentement mais sûrement, la crise s'installe en Belgique. L'inflation, en particulier sur les prix de l'énergie, frappe durement les classes populaires. Les mobilisations se multiplient mais manquent d'une riposte coordonnée et combative, capable de faire trembler le gouvernement et le patronat.



À la base, combativité et volonté de continuer

C'était sur toutes les lèvres le 9 novembre, lors de la journée de grève interprofessionnelle : « Il ne faut pas s'arrêter là ». Et les mobilisations du monde du travail se multiplient : après une grève du rail du 5 octobre, les cheminots de la SNCF étaient de nouveau en grève le 29 novembre, et le Syndicat

autonome des conducteurs de train appellait à prolonger la grève les 30 novembre et 1^{er} décembre. Les cheminots réclamaient plus de moyens et d'investissements dans rail, mais aussi « de mettre un terme à la dégradation persistante des conditions de travail, principalement le manque de personnel ». Le 16 novembre, c'était le Centre public d'action sociale (CPAS) de

la région bruxelloise qui était en grève. Et un appel est à nouveau lancé pour le 15 décembre. Les travailleurs et travailleuses de ces institutions voient exploser le nombre de demandes d'accès au revenu d'intégration sociale (ce qui donne une idée de l'ampleur de la crise qui vient). Ils et elles dénoncent un manque d'effectifs et une surcharge de travail, et demandent un refinancement structurel ainsi qu'une revalorisation salariale, entre autres revendications.

Du côté du gouvernement, les sorties médiatiques suite au rapport de la Commission européenne sur le budget de la Belgique, « mauvaise élève » en termes d'endettement, ne laissent rien présager de bon : il y aura des coupes (encore plus de coupes) dans les budgets publics dans les prochaines années. C'est dans ce contexte que le syndicat FGTB a annoncé une nouvelle mobilisation pour la semaine du 12 décembre, une manifestation qui pourrait être suivie d'autres grèves.

Sébastien Brulez

SOUDAN Un pré-accord en trompe-l'œil

Au Soudan, l'armée et une partie de l'opposition conduite par les « Forces for Freedom and Change-Central Council » (FCC-CC) ont signé lundi 5 décembre un pré-accord qui vise à installer un gouvernement civil et à organiser des élections dans les deux ans. Cependant beaucoup de questions clefs restent en suspens. Les comités de résistance, épine dorsale de la mobilisation, ont dans leur très grande majorité dénoncé cet accord tant sur la forme que sur le fond.

Depuis le putsch du 25 octobre 2021, la junte n'arrive pas à stabiliser son pouvoir. Les mobilisations contre le coup de force ne faiblissent pas. La situation économique se détériore, augmentant le ressentiment de la population contre la junte. Cette dernière, acculée, subissant les pressions internationales, n'a eu d'autre solution que d'ouvrir des négociations avec la frange la moins radicale de la société civile, les FCC-CC.

Un pré-accord faute de mieux

Pendant des mois, sous la houlette de l'émissaire des Nations unies Volker Perthes et avec le soutien des USA, de la Grande-Bretagne et de l'Arabie saoudite, un texte de pré-accord a été paraphé entre la junte et une quarantaine d'organisations dont les deux principaux partis politiques du pays : le National Umma Party et le Democratic Unionist Party, deux partis conservateurs. Le document prévoit la mise en place d'un gouvernement civil sans la participation des militaires, et l'organisation dans les deux ans d'élections libres. L'armée s'engage à être sous la direction du pouvoir civil et à le soutenir.

Au-delà de la question sur la sincérité des militaires qui, au vu de l'histoire du Soudan, est largement sujette à caution, les principaux



problèmes, sources d'importantes divergences, ont été écartés. Ils doivent être discutés et faire l'objet d'un accord qui conduira à la mise en place du gouvernement civil.

Principales revendications en suspens

Il y a au moins quatre sujets qui continuent à être l'objet d'après-négociations. En premier lieu la justice. Les militaires veulent une impunité pour tous les crimes qu'ils ont commis. En effet, depuis le coup d'État, 7000 personnes ont été blessées. Pour l'année 2021, 120 manifestantEs sont tombés sous les balles des forces de répression. Le pays a toujours en mémoire le massacre du 3 juin 2019 où 186 participantEs au sit-in ont été assassinés.

Ensuite, la réforme de l'appareil sécuritaire tant de l'armée que de la milice des « Rapid Support Forces » (RSF) dirigée par Hemidti. Troisième question, l'évolution du traité de paix de Juba et plus largement la question de la gouvernance dans l'est du Soudan, des États du Read Sea State, du Kassala et d'El Geradef. Enfin le démantèlement de « l'empowerment » qui désigne au Soudan un système d'accaparement des principales entreprises du pays par les dirigeants du pouvoir précédent. La hiérarchie militaire bénéficie largement de ce système clientéliste, mis en place par Omar al-Bechir.

Pour beaucoup, ce pré-accord habille d'un costume civil un pouvoir militaire qui n'est pas prêt à

lâcher sa domination et les avantages financiers considérables qui s'y rattachent.

La mobilisation continue

Les comités de résistance ne s'y sont pas trompés. Ils dénoncent l'opacité des négociations et considèrent que ce qui est en train de se mettre en place n'est ni plus ni moins que la répétition du processus qui a abouti à la situation actuelle. Pour le Parti communiste soudanais, ce pré-accord « vise à reproduire le précédent régime dans une nouvelle version afin de préserver les intérêts du capitalisme parasitaire et de ses alliés à l'étranger ».

Quant au Sudan Forensic Doctors Syndicate, il dénonce la « *miserable tentative d'édulcorer la révolution, en délaissant les objectifs de liberté, de paix et de justice* », et appelle à « *un renversement complet des putschistes* ». Les comités de résistance des quartiers des différentes villes restent fidèles à leur ligne résumée en trois slogans : « *Pas de négociation, pas de légitimité, pas de partenariat* » avec les militaires, et continuent à appeler à la mobilisation en défense de la « Charte du pouvoir populaire ». Une manifestation a eu lieu lundi 5 décembre, et rien n'a vraiment changé : le bilan de la répression s'élève à 43 blesséEs.

Paul Martial

MAROC Une victoire au foot n'efface pas la Hogra

La ville de Rabat a connu le dimanche 4 décembre 2022 l'organisation d'une marche nationale. Cette marche, qui a rassemblé 3000 personnes environ, avait pour slogan : « Tous contre la cherté de la vie, l'oppression et la répression ».

Elle était organisée par le front social national qui regroupe plusieurs organisations politiques, syndicales et de défense des droits humains, pour dénoncer la vague de flambée des prix et l'escalade répressive conduite par le régime contre toutes les voies dissidentes

La première marche depuis la pandémie de covid

Cette marche nationale est la première depuis le début de la pandémie en mars 2020, dont les autorités ont profité pour interdire toutes les formes d'expression collectives. Les participantEs à cette marche ont scandé des slogans qui dénoncent les récentes attaques contre le pouvoir d'achat et le chef de gouvernement, le milliardaire Aziz Akhenouch avec des pancartes où l'on peut lire : « *Akhenouch dégage* ».

Les raisons structurelles de la détérioration des conditions de vie de la majorité de la population sont liées aux choix économiques néolibéraux qui ont été adoptés par ceux qui gouvernent notre pays depuis des décennies déjà. Les politiques de libéralisation et de privatisation, par exemple, profitent à une élite locale qui



tourne autour du « palais » et qui souvent s'associe avec des multinationales occidentales pour s'accaparer des territoires (eau, forêts, terres, mines...) ou les entreprises publiques les plus rentables, ou encore des secteurs stratégiques et vitaux tels que la distribution d'eau, l'énergie, l'éducation ou la santé. Ces facteurs structurels sont les premiers responsables de cette situation car ils limitent, en plus, la capacité de l'Etat à faire face

aux conditions conjoncturelles en réduisant constamment le budget des services publics et en augmentant notre dépendance alimentaire et énergétique. Cela accroît notre fragilité par rapport aux fluctuations des prix des produits essentiels pour notre peuple et notre économie. S'y ajoutent les effets de la sécheresse qui est devenue plus intense et plus fréquente les 20 dernières années, en lien avec la crise écologique globale et le réchauffement climatique.

La réponse du gouvernement aux crises et aux inégalités : la répression

Les inégalités sociales au Maroc sont également les plus fortes de la région selon les derniers rapports d'Oxfam. La répression apparaît comme la seule réponse qu'à l'Etat marocain pour gérer ces crises multiples exacerbées. Le régime a réussi à mettre en place un climat de terreur où les gens sont poursuivis et condamnés pour un simple post Facebook, ou même pour avoir cliqué sur le bouton « J'aime ».

Concernant la victoire de l'équipe nationale à la Coupe du monde, le régime a déjà lancé sa machine médiatique pour en profiter au maximum et promouvoir une soi-disant unité nationale et endormir les masses. Malheureusement, les gens ont besoin aujourd'hui d'un sentiment de victoire même illusoire étant donné les multiples échecs et la détresse dont ils souffrent dans tous les aspects de leur vie quotidienne.

Mais je pense que cette joie sera éphémère et que, même si une victoire au foot réussit à faire oublier pour quelques jours aux gens leurs conditions de vie terribles, le sentiment de mécontentement et de mépris (Hogra) des classes populaires reprendra. Ce que nous ne pouvons pas prédire, c'est quand ce sentiment de mécontentement va s'exprimer pour donner lieu à des mobilisations collectives à la hauteur de la violence de l'attaque des classes dominantes.

Jawad Moustakbal du CADTM Maroc (propos recueillis par Éric Toussaint)

Version intégrale à lire sur <https://www.cadtmaroc.org/Maroc-La-marche-de-protestation-du-4-decembre-2022-et-ses-antecedents>

GRANDE-BRETAGNE Le spectre de la grève générale face aux restrictions du droit de grève

Au Royaume-Uni, où les grèves continuent de se développer, essentiellement pour les salaires, beaucoup ne craignent plus désormais, de faire le lien entre la situation en cours et les grands précédents historiques que furent l'hiver 1979 ou la grève générale de mai 1926.

Ces analogies sont possibles et nécessaires, comme source d'inspiration, comme héritages vivants, dans un « *rendez-vous tacite entre les générations passées et la nôtre* » (selon la formule de Walter Benjamin). Reste à savoir ce qui contribue aujourd'hui à faire obstacle à la grève générale comme saut qualitatif et cristallisation politique qui ne peut se déduire de la seule « coordination » ou « généralisation » des grèves.

Trois facteurs d'explication

On peut suggérer trois facteurs, au moins. Le premier a à voir avec le conformisme loyaliste historique du syndicalisme britannique. Sans y revenir, on peut au moins se dire que cette dominante qui le caractérise dans son histoire ne saurait être réduite à un pur fatalisme. Les événements récents sont bien la preuve que certaines prévisions peuvent être déjouées. Le second tient au Parti travailliste, lui-même né de ce monde syndical. Il faut se contenter d'observer que dans la conjoncture actuelle, la direction du Labour n'a strictement aucune intention d'offrir une quelconque articulation politique aux luttes en cours, quand bien même certaines des organisations syndicales en lutte contribueraient aux finances du parti.

Troisième facteur : depuis maintenant quarante ans, jusqu'à ce jour, et bien plus qu'ailleurs, le pouvoir britannique a mis aux mains du patronat un arsenal législatif particulièrement puissant contre les droits démocratiques les plus élémentaires du monde du travail. Il n'existe, en général, pas de droit constitutionnel à la grève au Royaume-Uni.

Droit de grève anémié

Le monde du travail ne dispose que de protections contre les poursuites en justice par les employeurs. Ces protections ne valent qu'à certaines conditions : le différend doit être strictement limité à l'employeur concerné. La grève ne saurait alors être « politique », ou concerner un autre employeur dans le cadre d'une action de solidarité.

Ensuite, la grève est conditionnée à une procédure de vote postal pour lequel est requise la participation d'au moins 50% des membres de l'organisation à l'initiative. Pour certains « services publics importants », le vote majoritaire n'est valable qu'à condition de recueillir au moins 40% de l'effectif total de l'organisation syndicale concernée. Ces votes ne sont valables que pour une durée de six mois. L'employeur doit encore être informé du vote une semaine avant son lancement, et de la grève, dans les deux semaines qui la précèdent, avec la liste des catégories de salariéEs et des lieux de travail concernés.

Pour finir, depuis l'été dernier, une nouvelle loi met fin aux restrictions sur l'embauche de demandeurEs d'emploi pour remplacer les grévistes. Rishi Sunak, quant à lui, a déjà annoncé un durcissement des restrictions anti-grève et contre les revendications « *déraisonnables* » des « *patrons syndicaux* » : à l'évidence, par centaines de milliers, les travailleuses et travailleurs peuvent bien loyalement voter leurs grèves tant qu'ils et elles veulent, ces formalismes électoraux ne leur garantiront jamais la moindre légitimité « *démocratique* » au bout du compte. Le non-respect de ces modalités ouvre à des poursuites en justice que le patronat ne se prive surtout pas d'entreprendre. Une grève générale reste donc toujours possible. Mais comme on le devine, elle implique la radicalité qui lui permettrait de se confronter d'emblée — et à l'heure actuelle, sans aucun relai politique — à un redoutable dispositif d'enfermement législatif, politique, et bien entendu médiatique, et de représailles immédiates. Ceci est plus ou moins vrai partout. Au Royaume-Uni, c'est beaucoup plus que moins.

Thierry Labica

COMBATTONS L'INHUMAN ! SAUVONS L'HUMAIN !



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Le gouvernement, par la voix de sa Première ministre, a présenté au Parlement son projet de loi sur l'immigration (la 22e en moins de 40 ans). Pour Darmanin et le gouvernement, il s'agit de « leur rendre encore plus la vie impossible », de renforcer les mesures empêchant leur régularisation, d'augmenter le nombre d'expulsions, c'est-à-dire de faire marcher à plein régime la machine à fabriquer des sans-papiers et de les désigner comme de dangereux délinquantEs potentiels.

Les réfugiéEs meurent par milliers en Méditerranée, dans la Manche. Sur le sol français, il/elles subissent la maltraitance des préfectures, de l'État. Des femmes, qui représentent plus de 50% des migrantEs, sont victimes, en plus de la misère et de la guerre communes à toutEs les exiléEs, de violences sexuelles, de prostitution forcée et, à leur arrivée, se heurtent à la non-prise en compte de leurs souffrances. Des mineurEs isolés, après avoir vécu la torture, l'esclavage, des violences inouïes, sont abandonnés ici à la rue... En fait d'accueil, la société française leur offre insécurité, harcèlement administratif, traque policière.

Une loi qui criminalise les migrantEs

Reprisant à son compte les propos nauséabonds du RN, le ministre de l'Intérieur désigne la dangerosité fantasmée des migrantEs sans-papiers en utilisant de la façon la plus abjecte le meurtre de la jeune Lola. La circulaire envoyée aux préfets le 17 novembre indique le contenu répressif de la loi : systématisation des obligations à quitter le territoire français (OQTF) mais aussi des interdictions de retour sur le territoire français (IRTF), qui suspendent toutes les possibilités accumulées de régularisation. Tout refus d'asile sera suivi systématiquement d'une OQTF avant le recours. Il ordonne aux préfets d'assurer un suivi serré et de veiller à ce qu'ils ne bénéficient d'aucune aide, voulant faire croire qu'ils auraient accès aux allocations. Alors qu'un étranger sans papier n'a droit à aucune allocation, sauf l'aide médicale d'État (AME) qui est remise en question. La multiplication des centres de rétention, l'assignation à résidence, l'inscription des étrangerEs sans papiers à qui aura été délivrée une OQTF au fichier des personnes recherchées (FPR), instaurent un véritable régime de traque et de criminalisation du statut d'immigréE. Ajoutons le retour de la « double peine » qui

accompagne toute condamnation pénale d'une expulsion.

Une loi pour expulser un maximum

La rapidité est préconisée dans la mise à exécution des OQTF. On sait ce que cela veut dire : la réduction des possibilités de recours et moins de droits pour les personnes concernées.

Une vision utilitariste des migrations

Le gouvernement, dans une vision fidèle à l'esprit néocolonial, tout en expulsant à tout va, voudrait bien pouvoir quand même utiliser cette main-d'œuvre taillable et corvéable à son profit comme à celui du patronat. Alors, il invente un nouveau titre de séjour, celui de « métiers en tension » qui serait délivré à celles et ceux exerçant des métiers où il ya des pénuries de main-d'œuvre en France. Mais il ne s'agira que de contrats précaires d'un an renouvelable.

Une loi justifiée par des mensonges

La propagande mensongère du gouvernement cherche à désigner l'étranger comme dangereux, encourageant ainsi le racisme et la montée du fascisme. C'est la vieille recette du bouc émissaire pour détourner le mécontentement. Les chiffres de la délinquance étrangère sont stables, à un niveau bas entre 14 % et 16 %, bien loin des 50 % agités ! Et dans ces chiffres sont mélangés tous les délits, y compris les infractions liées au séjour irrégulier.

Quelle société voulons-nous ?

Faire échec à la loi Darmanin est un enjeu pour nous toutes et tous. Il s'agit de se battre pour un autre avenir, un autre monde que celui de la pauvreté, des murs, des inégalités, du racisme. Une société où il fera bon vivre, qui développera les valeurs de solidarité, d'acceptation de l'autre et de la diversité en donnant à toutes et tous les moyens de vivre dignement.



Gérald Darmanin a un « rêve » : « rendre la vie impossible aux migrantEs ». Cela donne une idée des enjeux considérables derrière son projet de loi.

Pour les migrantEs et sans-papiers bien sûr encore plus précaires et traqués. Pour les étrangers et étrangères dits « réguliers » assimilés à des délinquants potentiels et soumis à la menace de l'expulsion avec l'extension de la double peine. Pour les Françaises et Français raciséEs stigmatisés par l'inflation des politiques et discours racistes et des contrôles au faciès de la police. Pour tous les travailleurEs menacés par une loi qui légalise des conditions de

travail et de salaires dégradées et adaptées aux exigences du patronat. Notre réponse : un soulèvement, des quartiers aux lieux de travail, contre la loi Darmanin. Et donc la mobilisation active, des sans-papiers et associations de solidarité mais aussi des syndicats et organisations de la société civile. Elle peut être favorisée et nourrie par la conjonction entre plusieurs luttes, et d'abord par celle sur les retraites. Mais les liens ne seront pas automatiques. Penser que le mouvement de lutte sur les

retraites sera la mère des batailles qui entraînera tout le reste serait une énorme erreur. Déjà parce que cela incite à repousser le combat en attendant la « vraie » bataille. Ensuite parce que cela nie la logique globale du pouvoir.

Un titre de séjour pour la main-d'œuvre «en tension»

Le nouveau titre de séjour prévu, dans la même logique que la nouvelle « réforme » de l'assurance chômage, offre aux patrons de secteurs dits « en tension » une main-d'œuvre légale — aux conditions

qu'ils exigent. Quel que soit le résultat sur les retraites, ils et elles auront ensuite beau jeu de dire que les conditions actuelles dans les autres secteurs sont des priviléges qu'il faut retirer. Tandis que les racistes auront beau jeu d'expliquer que les immigréEs seraient responsables de ce « dumping social ». Il sera d'autant plus difficile de s'y opposer — y compris dans certains secteurs de notre classe — si on a laissé le virus raciste et sécuritaire développé dans la loi Darmanin se diffuser.

Construire la riposte, à commencer par le 18 décembre

Les manifestations du 18 décembre seront le premier round et une première dynamique de cette bataille générale dans toutes les villes de France. La possibilité de gagner contre cette loi reposera sur l'unité de toutes les forces et de la diversité des modes d'action (de rue, juridiques, médiatiques ou institutionnels). Mais ne nous mentons pas : le moteur du succès sera la mobilisation populaire. Alors les suites doivent déjà se construire. Dans tous les lieux de travail, dans tous les quartiers, même à petite échelle, il faut organiser rapidement des réunions d'information sur le projet de loi et ses conséquences. Et réunir les forces, les coordonner. À Paris, une assemblée publique est déjà planifiée pour le 20 janvier. Et ailleurs ? La victoire n'est jamais sûre. Elle ne sera plus loin dès que nombreux seront celles et ceux qui l'entrevoient comme possible. Construire cela commence aujourd'hui.

Dossier coordonné par la Commission nationale immigration et antiracisme

L'URGENCE ANTIRACISTE : LES ATTAQUES DE L'EXTRÊME DROITE CONTRE LES SOLIDARITÉS

Ce début décembre a vu se multiplier les initiatives du bras armé de l'extrême droite, organisant les groupuscules armés identitaires autour de l'officine d'Eric Zemmour et Marion Maréchal. Reconquête. Les cibles sont diverses : meetings politiques, initiatives de santé publique, établissements scolaires. On doit se mobiliser de toute urgence contre le monde de Darmanin, en nous souvenant qu'il est gros de celui de Zemmour et Le Pen. La division des tâches entre une extrême droite armée et non instituée et une extrême droite instituée n'est pas étanche : elle est de plus en plus coordonnée. Son objectif premier est raciste et se déploie à tous les niveaux.

Menace d'extrême droite contre l'enseignante Sophie Djigo

Ainsi, le vendredi 2 décembre, le projet pédagogique d'une enseignante de philosophie autour de l'accueil des migrants, qui devait inviter les élèves à découvrir les initiatives de solidarité proposées par l'association Auberge des migrants, a été annulé par le rectorat car « les conditions de sécurité n'étaient pas réunies » du fait des menaces de Reconquête et du Rassemblement national. Les menaces ont été lancées par Reconquête, suivies d'un communiqué des deux partis frères Reconquête et RN avant d'être relayées et dynamisées par les médias de la fachosphère : fdesouche, boulevard Voltaire, Riposte laïque... Cette enseignante n'a pas été ciblée seulement en raison de son projet pédagogique : Sophie Djigo est la fondatrice du collectif Migration 59, une plateforme qui met en rapport des citoyenEs engagés et les exiléEs bloqués aux frontières. Son positionnement se veut éthique et non politique : elle l'appelle citoyen, d'autres le nommeraient humaniste ou humanitaire. Elle souligne qu'il n'est pas politique. Pour l'extrême droite, cette distinction bourgeoise est abolie, et s'interroger sur des faits humains comme l'exil mérite menaces, voire sanctions. En face, l'État assume sa faiblesse face à l'extrême droite militante et préfère céder.

CONTÔLER LES MIGRANT·E·S PUIS TOUTE LA POPULATION

Ce salon est la vitrine des nouvelles technologies répressives, des expérimentations en armement et moyens de détection. En 2021, la ligne sécurité du budget du ministère de l'Intérieur représentait 13,5 milliards d'euros pendant que les hôpitaux déclamaient 2 milliards d'euros pour boucler leurs budgets 2022! Les policiers, les gendarmes, les groupuscules d'extrême droite, Frontex, les frontières hérissées de barbelés, les camps en Grèce, en Turquie, en Libye, par exemple, ne seraient pas suffisants pour endiguer le passage des frontières.

Des outils de répression innovants

L'industrie de l'armement multiplie les innovations pour développer les dispositifs de détection des migrantEs. La société HGH

Gérald Darmanin avait expliqué, lors de sa visite au salon Milipol Paris 2021, que la sécurité était «la première des libertés».

spécialiste de la surveillance de sites de grande étendue développe des caméras thermiques permettant une surveillance panoramique à 360 degrés nuit et jour. L'entreprise UVI-Scan a créé un scanner capable de détecter les passagers clandestins qui se cachent sous les camions. C'est un système intégré à la chaussée qui détecte les migrantEs qui se cachent. Il est installé à Dieppe. Le dispositif de surveillance conçu par T-Ops intercepte les communications téléphoniques et suit les déplacements des utilisateurs des téléphones. Ces outils de répression qui se développent pour empêcher les migrantEs de passer les frontières

les obligent à prendre de plus en plus de risques. Ils seront également utilisés contre les raciséEs qui vivent mal dans les quartiers et subissent violences policières et racisme néocolonial, comme en témoigne notamment le harcèlement des contrôles au faciès. Les défendre, c'est faire acte de solidarité contre l'inhumain, c'est aussi défendre nos luttes d'aujourd'hui et de demain. Car nul doute que c'est à nous tous et toutes que Darmanin et son monde ont l'intention de pourrir encore plus la vie ! Nul doute que nous nous battrons ensemble pour les empêcher et changer radicalement ce système ! Jusqu'au bout !

OCCUPATION DES ÉCOLES À GRENOBLE COMME AILLEURS, REPRENDRE L'OFFENSIVE POUR LA DÉFENSE DES ÉLÈVES MIGRANT·E·S !

Depuis des années, les mobilisations de défense des élèves migrantEs construites autour du Réseau Éducation sans frontières (RESF) piétinaient.

À l'initiative de parents d'élèves (FCPE), de syndicats et de collectifs locaux, RESF avait permis de coordonner des milliers d'actions, de protéger et faire régulariser de nombreuses familles sans-papiers. Mais face aux politiques racistes de plus en plus sévères, l'épuisement se faisait sentir, particulièrement sur la question du logement dont sont privées de plus en plus de familles, entre désengagement de l'État (hébergement du 115 sous-doté) et des départements (de plus en plus restrictifs quant aux contours de la « sauvegarde de l'enfance »). Les collectifs RESF en sont souvent arrivés, soit à se retrancher sur de l'action

humanitaire (loger...), soit à renoncer à mobiliser faute de pouvoir traiter cette exigence essentielle.

Abriter les élèves et leurs familles au sein des écoles

Prendre de front cette question a été l'axe choisi fin août par le Réseau national d'aide aux élèves sans toit, formé entre autres par le collectif lyonnais Jamais sans toit et la FCPE. Dans un appel accompagné d'un « toitoriel » très utile, il encourage à abriter les élèves et leurs familles au sein des écoles. Ce mouvement a pris, et il n'est pas pour rien dans le recul du gouvernement qui a renoncé à fermer 14 000 places d'hébergement.

Grenoble est une ville où les luttes sur le logement sont vives (DAL très actif) et où une intersyndicale CNT-FSU-Sud avait déjà testé des occupations. La dynamique nationale a permis d'accentuer le mouvement. Depuis octobre, 6 écoles ont été occupées, hébergeant 9 familles, et le mouvement s'amplifie.

Mobiliser les enseignantEs pour gagner

Les perspectives sont complexes. Au-delà de quelques victoires, il ne s'agit pas de s'épuiser en se substituant aux institutions, mais bien de peser sur elles pour imposer des solutions. Ces actions mettent en lumière la terrible réalité vécue par des milliers d'enfants en France. Elles regroupent dans la lutte autour d'une école les familles à la rue, des parents, des personnels, des organisations (syndicats, FCPE, DAL). Un enjeu pour gagner est la mobilisation des enseignantEs mêmes. Les pressions hiérarchiques et l'épuisement de la profession rendent difficile leur investissement dans ces luttes.

La présence offensive des syndicats est donc essentielle. L'autre enjeu prioritaire est la création de liens entre les collectifs à l'échelle des agglomérations comme à l'échelle nationale. Un réseau national se construit, tente des initiatives comme le 20 novembre (journée mondiale de l'enfance). Une nouvelle date se dessine pour le 24 janvier. Cette structuration doit contribuer à mettre la pression non plus sur les familles et leurs soutiens mais sur le gouvernement, les départements et autres collectivités territoriales dont les politiques doivent être dénoncées pour ce qu'elles sont : des attaques insupportables contre les droits, racistes et inhumaines.

IMMIGRATION CHOISIE



VERS UN ÉTAT AUTORITAIRE?

Un État autoritaire en devenir se définit notamment par la prédominance de l'exécutif sur les pouvoirs législatif et judiciaire, la remise en cause drastique des libertés et des droits fondamentaux, la montée en puissance de la police.

L'expérimentation s'applique souvent contre les étrangerEs avant de se généraliser à l'ensemble de la société et tout particulièrement à ceux et celles de notre classe.

Le mépris du législatif

La lettre d'instruction du ministre de l'Intérieur, «sans attendre les dispositifs de la prochaine loi», donne concrètement l'ordre aux préfets d'appliquer un projet de loi, lequel par définition n'est pas encore voté ! Illégal, mais peu importe au ministre de l'Intérieur qui sait que, quel que soit le devenir de ce projet de loi, ses dispositifs s'appliqueront. Non

seulement, ils vont pourrir encore plus la vie de milliers de personnes, mais ils donnent un énorme coup de canif dans la séparation des pouvoirs, signe fort d'un régime dit démocratique, en contournant le pouvoir du Parlement.

La justice n'est pas mieux traitée !

En supprimant pour les débouts de l'asile la quasi-totalité des recours devant la justice – censée sanctionner les abus administratifs –, en les assignant à résidence ou en centre de rétention administrative, en les fichant systématiquement au FPR, les préfets ont le pouvoir de criminaliser collectivement une partie de

la population et d'appliquer une peine systématique.

Pleins pouvoirs à la police

Il n'y a pas d'État autoritaire sans police au-dessus des lois, forte, surarmée. La présomption de légitime défense pour les policiers est toujours en vigueur, leurs conditions de tir quasi alignées sur celles des militaires. Une nouvelle police est créée : «la police du séjour». Qui s'ajoute à toutes les polices spécifiques, depuis les CRS jusqu'à la police des transports tellement redoutée par les personnes exilées. Enfin, le seul corps d'État dont le budget augmente d'année en année est celui de la police.

UNE FASCISATION EN COURS?

«Qu'il(s) retourne(nt) en Afrique !». L'invective raciste fuse depuis les rangs du Rassemblement national (RN) à l'Assemblée nationale, alors que le député LFI Carlos Martens Bilongo, d'origine congolaise et angolaise, pose une question sur l'immigration en Méditerranée.

Après la déclaration de José Gonzales, député RN, doyen de ladite assemblée, inaugurant sa 16^e législature par une ode à l'Algérie française, une extrême droite française s'affirme de façon de plus en plus provocatrice : racisme et colonialisme mêlés s'alimentent pour exalter la grandeur d'une nation française, essentialisée, fièrement blanche, qui serait en déclin, menacée par ses immigrations passées et une prétendue «submersion migratoire» présente. Celles issues précisément des anciennes colonies, toujours sous emprise et surexploitation impérialistes, qui sont les causes principales, avec les désastres climatiques et environnementaux, des migrations.

Politique systémique qui tue des migrants aux frontières de l'Europe

L'invective raciste du député RN Grégoire de Fournas à l'Assemblée nationale a suscité une vague d'indignations. Sincères le plus souvent, elle sont plus que suspectes venant de partis qui défendent et/ou mènent sciemment une politique systémique qui tue par milliers des migrantEs aux frontières de l'Europe. Gérald Darmanin, le cynique, en concurrence permanente avec l'extrême droite, qui durcit régulièrement les circulaires et lois racistes contre l'immigration des précédents gouvernements, a même réclamé la démission de l'Assemblée de Grégoire de Fournas !

Tout est en place pour une politique brutalement répressive

L'extrême droite fait de la surenchère raciste. Si elle peut se permettre de s'afficher plus résolue tout en jouant la carte de la «respectabilité», c'est grâce aux politiques anti-migratoires que les gouvernements néolibéraux – de droite comme «de gauche» – ont développées depuis des décennies banaliant un racisme, aujourd'hui à

DRAME DE NOËL



Ces gouvernements au service du capital, loin d'être un rempart contre le fascisme, ne font que lui paver la voie, y compris par leur politique antisociale qui jette des millions de travailleurEs dans la paupérisation et le désespoir instrumentalisé par l'extrême droite. L'urgence est dans la construction d'une alternative politique rompant avec ces politiques antisociales, autoritaires et racistes – avec le capitalisme. Une telle alternative ne pourra se construire que si elle prend la mesure de la fascisation en cours et du danger. Et si elle prend en charge la lutte contre le fascisme et ce qui en constitue le cœur : le racisme et le nationalisme impérialiste qui s'entre tiennent l'un l'autre, et contre toutes les formes d'oppression générées par le capitalisme. Une lutte trop longtemps – et aujourd'hui encore – considérée dans le mouvement ouvrier, y compris dans une gauche qui se veut révolutionnaire, comme secondaire, voire comme une diversion de la «lutte de classe». Construire une telle alternative passe dès aujourd'hui par réaliser des unités d'action du mouvement ouvrier/social et par se battre aux côtés des migrantEs et des habitantEs des quartiers populaires et d'immigration qui ont déjà un avant-goût de ce que pourrait être la terreur fasciste.

SERVICES PUBLICS Mobilisation nationale en vue contre l'austérité

Les 12, 13 et 14 mai prochains à Lure, en Haute-Saône, aura lieu un grand rassemblement national pour la défense des services publics, appelé par un collectif composé de plusieurs dizaines d'associations, syndicats, organisations politiques – dont le NPA.

Ce collectif a pour objectif de décider de « converger pour reconquérir les services publics afin de faire de la lutte pour leur défense, leur développement et leur démocratisation un combat central [...] Par cette dynamique pluraliste [le collectif souhaite] notamment engager le débat public sur le choix de société que nous souhaitons ».



Comme il est dit dans l'appel à « un nouvel élan pour nos services publics » : « [...] C'est bien de cela qu'il s'agit : le choix d'une société solidaire, fraternelle, où l'égalité des droits et la devise de notre République ne sont pas que de vains mots, où notre mode de production et de consommation ne se fasse pas au détriment de l'humanité et de notre Planète ».

S'unir pour des politiques publiques pour répondre aux enjeux du siècle

Le collectif appelle, entre autres, les usagers, les personnels et les élus à se mobiliser, à faire œuvre commune en exigeant ensemble des politiques publiques qui répondent aux enjeux de ce siècle. Ces politiques doivent permettre de lutter contre le chômage et le réchauffement climatique par un aménagement harmonieux du territoire privilégiant la proximité.

Elles doivent assurer l'égalité et l'accès aux droits quelles que soient nos origines, notre condition sociale, notre âge ou notre genre, que l'on habite à la campagne, en métropole ou en périphérie.

Il s'agit de tourner le dos à l'austérité en assurant prioritairement un avenir à notre jeunesse et en permettant l'accès de toutes et tous aux droits fondamentaux : santé, logement, nourriture et eau saines, énergie, transports, éducation, culture...

Il faut partir des besoins de la population et donner les moyens aux services publics d'y répondre correctement ; considérer nos services publics, notre sécurité sociale et leurs personnels pour ce qu'ils sont : une richesse et non un coût. Le financement doit être à la hauteur en s'appuyant sur une meilleure répartition des richesses.

Le NPA est partie prenante de cette mobilisation et informera ses lecteurs et lectrices de l'évolution de la préparation de cet événement national.

CorrespondantEs

TRANSPORTS PUBLICS Impasse Navigo : des transports toujours plus chers et dégradés

Le 7 décembre, après plusieurs semaines de tractations, la hausse du prix des transports en région parisienne a finalement été actée. Le pass Navigo mensuel prend presque 9 euros, le ticket de métro à l'unité passe de 1,90 à 2,10 euros.

Dans d'autres villes, le prix des transports augmente aussi. À Lyon, l'abonnement mensuel est en hausse de 3 euros. Les autorités locales se justifient d'ailleurs en disant que c'est toujours moins que dans la capitale... Mais qu'on soit en région parisienne, lyonnaise ou ailleurs, on a bien du mal à comprendre ce qui justifie une telle augmentation, surtout vu le délabrement des réseaux de transport public.

À qui la faute ?

En région parisienne, la hausse du prix s'est faite sur fond de lutte entre le gouvernement et Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France et, à ce titre, présidente d'Île-de-France Mobilités (IDFM), autorité en charge des transports publics. D'un côté, Pécresse agitait la menace de la flambée des tarifs si l'État ne venait pas au secours du budget d'IDFM, de l'autre, le gouvernement renvoyait Pécresse à sa mauvaise gestion des comptes régionaux. Au terme de cette épopee des temps modernes, l'État apporte 200 millions d'euros à IDFM et, surtout, les passagers vont payer plus cher un service dont la qualité se dégrade.

Au-delà de la péripetie politique, ce genre de situation est inscrit dans l'ADN même d'IDFM et, derrière, des autres autorités en charge des transports. Au gré des différentes lois de décentralisation et des réorganisations administratives, IDFM est devenu



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS



une instance où la région Île-de-France est prépondérante. À un

menu détail près : l'État central a encore la main sur une partie des financements, notamment sur le montant maximum du « versement mobilité » payé par les entreprises pour faire tourner des réseaux qui ont le bon goût d'amener la main-d'œuvre sur les lieux de travail. Cet impôt représente plus de 40% du budget d'IDFM. Quand le gouvernement refuse d'en augmenter le plafond, c'est-à-dire de faire payer les patrons, comme ça a été le cas cette année, il ne reste plus qu'à augmenter les tickets et les abonnements (qui représentent un gros tiers du budget), à faire la mendicité auprès du budget de l'État et plus souvent... les deux à la fois.

En région parisienne, deux facteurs supplémentaires expliquent les tensions sur le financement

des transports. D'un côté, les investissements herculéens réalisés dans le cadre du « Grand Paris » sont en partie assumés par IDFM. D'un autre côté, la mise en place de la concurrence dans les transports entraîne – et ce n'est pas la moindre de ses absurdités ! – le rachat par IDFM des dépôts et centres de maintenance qui appartenaient jusque-là aux opérateurs, notamment la RATP. Il y en aurait pour pas loin de 5 milliards d'euros... Qui a dit que la concurrence allait coûter moins cher ?

Pour des transports gratuits et de qualité, les patrons doivent payer

L'organisation actuelle du financement des transports publics exerce une pression à la hausse sur les tarifs, tout en donnant à chaque responsable politique les moyens de rejeter la faute sur d'autres. Pas grand chose à attendre donc de la gauche francilienne, aujourd'hui dans l'opposition mais qui se livrerait, si elle était aux manettes, à la même comédie que celle à laquelle on a eu droit. La preuve à Lyon où c'est la majorité de gauche qui a augmenté les prix. Pendant ce temps, les voyageurs sont ballottés le long du réseau. Le bus ne passe pas toujours et il faut parfois laisser passer plusieurs rames de métro avant de pouvoir grimper dans une. Le choix cornélien de nombreux travailleurEs est le suivant : perdre du temps dans les bouchons ou dans les transports en commun ? Et il faudrait en plus payer plus cher pour moins bien se déplacer ? La gratuité des transports s'impose. Les problèmes qu'elle soulève, tant matériels qu'humains, peuvent être résolus. Pas un contrôleurE, par exemple, ne doit perdre son emploi : tous doivent être requalifiés, sans perte de salaire – certainEs pourraient même être les conducteurEs dont on manque tant ! Mais pour cela, il va falloir imposer nos solutions aux patrons, en prenant sur leurs profits.

Bastien Thomas

TOULOUSE Rassemblement contre la chaufferie biomasse d'Atlanta

Samedi 10 décembre était organisé à Toulouse un rassemblement contre l'implantation d'une chaufferie bois/gaz sans aucune concertation avec les populations.



collège Hubertine-Auclert, le sud de Balaï, le quartier Amouroux... Toulouse est une des agglomérations les plus polluées aux particules fines d'Europe de l'Ouest. L'état de l'air est qualifié de dangereux par les autorités sanitaires, mettant en danger la santé de la population. Il y a incohérence de la

part de la mairie de mettre en place la ZFE (zone de faibles émissions) qui interdit de circuler les véhicules trop polluants (interdiction qui sanctionne principalement les populations modestes) et d'autre part d'installer en même temps dans cette ZFE une usine biomasse dégagant des particules fines.

Les associations comme Touche pas à ma forêt-Pyrénées alertent sur la dégradation des forêts à cause du changement climatique et de leur industrialisation. Et la multiplication des projets de chaufferies augmente le risque de déforestation massive.

Fort heureusement, la population des quartiers les plus concernés par les impacts de la centrale se mobilise. Mais de façon directe ou un peu moins directe, nous sommes tous et toutes concernéEs. Nous préserverons notre qualité de vie en nous manifestant aussi longtemps que ce sera nécessaire pour que ce projet incongru et dangereux pour notre santé soit définitivement abandonné. Face à la mobilisation, le projet de plateforme logistique Terra 2 à Saint-Sulpice-la-Pointe a été retiré en mars. Ensemble nous pouvons aussi faire échouer ce projet !

NPA 31

BIG PHARMA Grève chez Sanofi : augmenter les salaires, pas les actionnaires

Depuis le 14 novembre, une grève reconductible secoue le groupe pharmaceutique Sanofi (95 000 salariés, dont 20 000 en France) : 2 500 grévistes sur 16 sites de production et centres de recherche.

A près 400 suppressions de postes en 2021 et le démantèlement de secteurs d'activités, c'est la question des salaires au moment des négociations annuelles obligatoires (NAO) qui a « fait déborder le ras-le-bol ». Pour les patrons, s'il y a « obligation de négocier » il n'y a pas « obligation de conclure ». Notamment chez Sanofi, entreprise du CAC40 qui affiche 8,21 milliards de profit et où les actionnaires ont reçu 41 milliards de dividendes en dix ans. La direction va encore les augmenter de 16%...

Dix sites en grève pour 10 % d'augmentation en 2023

En revanche, pour les salaires, c'est 3% ! Les grévistes exigent 5% rétroactifs pour 2022 et 10% pour 2023. Dans les AG, la CGT et Sud, en pointe, soulignent que cette augmentation ne représente que 4% des dividendes promis en 2023 aux actionnaires. Cette grève historique, intersyndicale, affecte les sites de production (Le Trait, Val-de-Reuil, Amilly, Lisieux, Ambarès, Ploërmel, Tours, Neuville-sur-Saône, Sisteron...), mais aussi de R&D (Montpellier). Ceci malgré le lâchage, ici ou là, de la CFDT ou de la CGC. Paul Hudson, DG de Sanofi, fait déplacer des non-grévistes peu expérimentés sur des postes sensibles. Il minimise les blocages tout en menaçant



que ces blocages, «irresponsables et illicites, ne seront pas tolérés».

Contre Sanofric : levée des brevets et répartition des richesses

Car Sanofi soigne d'abord ses actionnaires avant de soigner la population. Sa priorité : produire des profits et non plus des médicaments, distribuer des dividendes et non des vaccins. La pompe à fric des aides publiques (CICE et CIR) turbine à fond, à raison de 150 millions par an. Un système

d'extorsion de fonds en bande organisée, que dénonce depuis des années le collectif Anti-Sanofric. En pleine crise du covid, Macron avait clairement que « le vaccin doit être un bien public mondial, extrait des lois du marché ». Des vaccins et médicaments accessibles, au service de la santé des populations, cela impliquerait la levée des brevets pharmaceutiques et la réquisition immédiate de tous les sites de recherche et de production. Et, comme l'exigent avec détermination les grévistes de

Sanofi, la répartition des richesses produites, non pas au profit d'une minorité de rentiers, mais d'une majorité de producteurEs et usagerEs. Le médicament n'est pas une marchandise, la santé n'est pas un produit financier, les salariés ne sont pas une variable d'ajustement ! Remettre en cause la propriété capitaliste dans ce secteur pour la placer sous le contrôle des professionnelEs de santé, des salariéEs et des usagerEs, c'est un choix crucial et urgent.

CorrespondantEs

En bref

par exclure tous les adhérents du syndicat historique CGT PSA Poissy, dont Farid Borsali et Jean-Pierre Mercier, qui depuis des années ont combattu au côté des salariés l'exploitation, les suppressions d'emploi, les bas salaires et toutes les attaques de la direction et les politiques gouvernementales patronales.

C'est un gâchis immense que nous regrettons.

Pour arriver à leur fin, ils ont reçu le soutien de la direction et de la justice. Dont acte ! Pour nous, les seuls juges de cette politique de division qui fait le jeu de la direction, ce sont uniquement vous, les salariés de l'usine de PSA Poissy.

L'année dernière, plus de 1000 d'entre vous ont signé une pétition contre la création d'une deuxième CGT et le mois dernier, vous étiez encore 1000 à signer à nouveau une pétition, pour protester contre notre exclusion de la CGT. Mais rien n'y a fait.

Nous avions pris l'engagement qu'il existerait toujours dans cette usine un syndicat de combat contre le patron, un syndicat démocratique où c'est la base qui décide et non pas une poignée de bureaucraties de Montreuil. C'est chose faite !

Ce dimanche 11 décembre aux Mureaux, en présence des responsables nationaux de SUD Industrie a eu lieu le congrès qui a acté l'adhésion de notre syndicat à SUD.

Farid Borsali a été élu à l'unanimité Secrétaire général de SUD Stellantis Poissy.

Radia Chikri a été élue à l'unanimité trésorière et Jean Vilaca trésorier adjoint.

Notre syndicat s'est renforcé et compte 215 syndiquéEs qui basculent à SUD.

Depuis octobre dernier, notre syndicat compte 33 délégués dont 16 nouveaux camarades qui ont obtenu du ministère du Travail un mandat de défenseur syndical.

Passés de la CGT à SUD, nous restons les mêmes militants.

Nous gardons les mêmes idées et les mêmes valeurs. Nous continuerons de militer avec la même combativité, le même acharnement, la même honnêteté,

la même volonté de ne rien cacher aux travailleurs, de leur dire la vérité et de les organiser pour se battre pour les salaires, la retraite et les conditions de travail. Avec la même intransigeance face au patron, qui est notre seul adversaire.

Vous êtes très nombreux à nous faire part de votre soulagement qu'aux prochaines élections d'avril 2023, malgré les manœuvres, les attaques, les calomnies et les mensonges, vous pourrez voter pour un vrai syndicat de combat démocratique, étranger à toute magouille et à toute compromission avec la direction.

Merci à vous tous pour votre soutien ! Face à la direction, nous devrons rester unis et mobilisés !

SANTÉ

À Grenoble, tout l'hôpital en grève

Depuis le 1^{er} novembre, les urgences du centre hospitalier universitaire Grenoble-Alpes (CHUGA) étaient en grève. Depuis le mardi 6 décembre, c'est l'ensemble des services qui a rejoint la grève à l'appel d'une intersyndicale large.

La situation est consternante. Aux urgences, les patientEs peuvent attendre des jours une hospitalisation et ne reçoivent donc pas les soins adaptés. Alors qu'il y a 55 places «en même temps» tous les jours, ce sont 70 à 90 personnes qui sont présentes. Les urgences ne sont que la partie visible de l'iceberg. Tous les services de l'hôpital sont concernés.

La psychiatrie est sinistrée depuis la fermeture de dizaines de lits. En pédiatrie, c'est une catastrophe : des box d'urgence sont transformés en lits d'hospitalisation, les parents doivent apporter les soins de base à leur enfant, comme les couches, des bébés se retrouvent sous oxygène dans les couloirs. Le système est saturé par l'épidémie de bronchiolite. Le manque de médecins et pédiatres en ville, la saturation de SOS Médecins font que les enfants arrivent dans un état particulièrement dégradé. Il y a eu 200 fermentures de lits à Grenoble, une trentaine à Voiron. Les blocs ne tournent qu'à 60 ou 70% de leur capacité. Et 50% des lits d'aval (médecine et soins de suite) du Voironnais sont fermés.

Des conséquences sur la santé des personnes

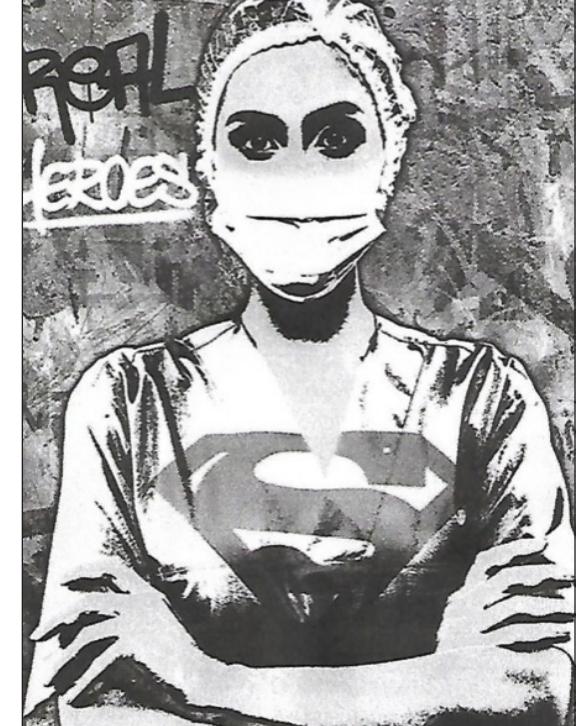
Du manque de places dans les consultations et les examens supplémentaires découlent des retards dans les diagnostics. S'ajoutent à cela des conditions tellement dégradées que l'accès aux soins en pâtit. La vie des patientEs est en danger avec une réelle perte de chance de guérison, voire de survie des personnes. Les personnelEs ne peuvent plus cautionner cette situation sur laquelle ils alertent depuis des mois sans réelles réponses.

Des moyens matériels et humains pour prendre soin des patientEs

Les grévistes demandent avant tout des moyens matériels et humains pour pouvoir prendre soin des patientEs. Nous sommes face au résultat des politiques de démantèlement du service public, menées depuis des années.

La fermeture massive des lits entraîne des conditions de travail dégradées, les soignantEs démissionnent et donc des lits ferment. Parce que c'est une véritable souffrance de ne pouvoir prendre soin des patientEs, si l'on veut trouver du personnel il faut offrir de bonnes conditions de travail dont la première d'entre elles : pouvoir vraiment prendre soin des gens. La grève arrive après de nombreuses alertes et en l'absence de réponses concrètes de la direction de l'hôpital et de l'ARS. Toute la population est concernée. UsagerEs du service public de santé, nous nous devons de soutenir ce mouvement et les personnels grévistes.

Correspondante



Clermont-Ferrand La lutte pour les salaires, c'est aussi dans les grands magasins.

Les travailleuses et travailleurs des Galeries Lafayette de Clermont-Ferrand sont en lutte pour des augmentations de salaires.

Le 25 novembre, les travailleurEs des Galeries Lafayette étaient en lutte dans le cadre d'une journée de grève nationale pour exiger des salaires décents leur permettant de vivre et non de survivre ! Alors que le coût de la vie augmente sans cesse, que leurs salaires stagnent au SMIC, ils et elles ne peuvent plus faire face à l'inflation galopante.

Le magasin principal, à Paris, enregistre à lui seul un milliard de chiffre d'affaires, ce qui permet largement de financer des augmentations de salaires pour toutes et tous.

Les salariéEs ont bien compris que pour obtenir des salaires à 1500 euros au lieu des 1300

actuels, ainsi qu'une prime de 1000 euros au lieu des 400 euros, la seule solution est la grève ! Les salariéEs étaient nombreux à s'être rassemblés devant le magasin pour informer la clientèle de leur situation. Les militantEs du NPA 63 étaient présents à leur côté. Si ils et elles n'obtiennent pas satisfaction, ils et elles réfléchissent à poursuivre leur mouvement.

Correspondant

Automobile La CGT PSA Poissy devient SUD Stellantis Poissy. Nous publions pour information le communiqué de SUD Stellantis Poissy qui organise 215 salariéEs. « Pour que vive un vrai syndicat de combat et démocratique à PSA Poissy, la CGT historique PSA Poissy passe à SUD La Fédération CGT de la Métallurgie (extérieure à l'usine) et la CGT Stellantis, par de nombreuses manœuvres, ont fini

SOUSCRIPTION 2022

**POUR
UNE GAUCHE
DE COMBAT
SOUTENEZ LE NPA**

Pour la victoire du peuple ukrainien ! Contre les politiques austéritaires ! Pour l'augmentation des salaires ! Contre les réactionnaires et le cours autoritaire ! Contre les grands projets inutiles, imposés et écocidaires ! 2023 sera à n'en pas douter une année où les raisons de se révolter et de lutter seront encore plus évidentes et pressantes qu'en 2022 !

Mais pour inverser le rapport de forces, nous aurons besoin d'unité et de radicalité tout à la fois. Partis, syndicats, associations et collectifs écologistes, antiracistes, féministes, LGBTI : nous avons besoin d'un front commun et durable de notre classe, articulant mobilisations de rue et batailles idéologiques, en particulier contre l'extrême droite.

Pour que le NPA tienne sa place dans cette perspective, disons-le : il faut aussi de l'argent. Les cotisations de nos militant·es constituent environ 75 % de nos ressources. Les dons sont donc vitaux pour combler les 25 % restants. Se battre, dans la rue et dans les urnes, coûte de l'argent. Nous avons besoin de vous. Pour une gauche de combat, soutenez le NPA !

INFOS PRATIQUES Deux moyens de paiement : **le chèque à l'ordre de « NPA souscription » et la carte bleue en ligne à souscription.npa2009.org** ◆ Une seule limite de datation et d'envoi de vos chèques : avant le 31 décembre 2022 à minuit. ◆ Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port.

MENTIONS LÉGALES Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable. ◆ Tous les dons effectués jusqu'au 31 décembre de l'année N seront déductibles lors de la déclaration de l'année N+1. ◆ Une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. ◆ Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent·e d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ne peuvent annuellement excéder 7500 euros. ◆ Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers. ◆ Aucune association de financement d'un parti ou groupement politique ne peut recevoir, directement ou indirectement, des contributions ou aides matérielles d'un État étranger ou d'une personne morale de droit étranger. ◆ L'association de financement « NPA souscription » a reçu de la CNCCFP l'agrément N° 09932 du 06 avril 2009. ◆ Les dons versés à l'association de financement « NPA souscription » sont destinés au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). ◆ Les personnes ne respectant pas la législation sur les dons aux partis et groupements politiques peuvent être punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende. ◆ Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant à : **NPA SOUSCRIPTION – 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL**. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

Souscription.NPA2009.ORG

5^e congrès national du NPA

Le 5^e congrès national du NPA s'est achevé le week-end des 9, 10 et 11 décembre. Nous publions les tribunes rédigées, suite au congrès, par les trois plateformes présentées au vote des militant·es de l'organisation : plateforme A (6,21 % des votes), plateforme B (48,50 %) et plateforme C (45,29 %).



Plateforme A

Chronique d'une mort annoncée

La plateforme B a choisi d'aller jusqu'au bout du processus de scission du NPA. Nous regrettons amèrement cette décision qui ne pourra entraîner qu'affaiblissement et découragement des deux côtés. La plateforme B porte ainsi une lourde responsabilité dans cette scission alors que nous avions proposé d'autres scénarios de sortie de crise. De leur côté, les camarades de la plateforme C n'ont en réalité fait que bien peu de choses pour éviter cette scission annoncée. Par leur refus de sortir d'un front d'organisations pour refaire parti et en participant à la tension permanente de ce congrès, ils n'ont malheureusement fait que précipiter une telle issue.

Les délégué·es de la plateforme A ont tout fait pour déjouer ce scénario couru d'avance, en défendant leur mandat jusqu'au bout, pour éviter la scission mais aussi le marasme. Nous avons ainsi :

- défendu une sortie par le haut de la crise du NPA en proposant une refondation révolutionnaire qui aurait posé la question de notre projet de parti ainsi que de notre fonctionnement ;

– proposé en ce sens une déclaration de fin de congrès amendable par la B et la C, sans réponse de leur part ;

– participé activement à la commission de fonctionnement des camarades d'Albi ;

– pris nos responsabilités en proposant de mettre au vote une motion de fonctionnement, sur la base du rapport de cette commission, dans un effort désespéré pour éviter la scission, juste avant la suspension de séance.

Mis en face du fait accompli de la scission, nous pensons que ni la plateforme B ni la plateforme C ne peuvent prétendre à elles seules représenter le NPA. Afin d'éviter tout découragement ou départ sur la pointe des pieds des militant·es, nous appelons touT·es les camarades à retourner dans leurs comités, à trouver des modalités de fonctionnement collectif, et ce, dès la semaine prochaine.

La plateforme A se réunira avec touT·es ses votant·es pour décider



collectivement de ce que nous ferons dans la période à venir. Si d'autres camarades se reconnaissent dans notre démarche, contactez-nous : refonderclarifier.npa@proton.me

Après un weekend sombre, tout n'est pas perdu. La (re)fondation d'un parti révolutionnaire est encore possible !

Les délégué·es de la plateforme A

Plateforme B

Nous continuons le NPA, pour un parti des exploité·es et des opprimé·es, révolutionnaire et unitaire



dominants et sauvegarde des équilibres écologiques.

Cette orientation a été combatue de façon incessante par les fractions-organisations l'Étincelle, Anticapitalisme & révolution, Socialisme ou barbarie et Démocratie révolutionnaire, regroupés dans la PFC. Leur démarche est en rupture avec ce qu'est le NPA depuis sa fondation, pour construire un hypothétique front des révolutionnaires, regroupés autour du seul projet de dénonciation du réformisme, que nous jugeons identitaire et dogmatique.

La fin de la fiction d'une organisation commune

Enfin, une série de débats se sont cristallisés autour de la question du parti que nous voulons construire. Sans remettre en cause le droit de fraction ou de tendance, qui sont des acquis démocratiques de notre tradition révolutionnaire, nous refusons que des fractions qui sont en réalité des organisations séparées transforment le NPA en un front d'organisations autonomes, en concurrence les unes avec les autres. Cela n'était pas le projet originel du NPA, et ce n'est pas

plus le nôtre aujourd'hui. Le NPA est un parti qui s'est construit en tentant de s'inspirer du meilleur des traditions du mouvement ouvrier, pas de ses pires travers. Durant ce congrès, ce sont donc deux projets pour le NPA qui se sont affrontés, à l'image d'une organisation où dans bien des villes et des comités, les camarades militent déjà de manière séparée voire concurrente. Des tentatives ont eu lieu, avant et pendant le congrès, de trouver les moyens de sortir d'une situation de blocage. Mais nous n'avons pu nous mettre d'accord que sur un constat mesurant l'étendue de nos désaccords. Puisque la fiction d'une organisation politique commune s'est définitivement écroulée, il est temps d'acter que nous sommes bien des organisations séparées. Cela veut dire que, suite à ce congrès, nous ne serons plus organisés ensemble au sein du NPA, même si nous devrons cohabiter de façon transitoire pour quelque temps encore.

Un parti à la hauteur des enjeux
En 2009, nous avions initié le NPA dans l'espoir de nous regrouper avec toutes celles et tous ceux qui se situaient dans une perspective anticapitaliste, en rupture avec la gauche de gestion du système.

Aujourd'hui, nous renouons avec le fil de la construction d'un parti utile pour les exploités et les opprimés, plus que jamais d'actualité. Car en l'absence d'une alternative écosocialiste, appuyée sur l'auto-organisation de celles et ceux d'en bas, la machine capitaliste continue de s'embalmer. Pour maintenir leur domination, les capitalistes renforcent leur offensive raciste, islamophobe et autoritaire. Des gouvernements d'extrême droite imposent des politiques discriminatoires, climatocides, réactionnaires. La menace fasciste revient et nécessite vigilance, luttes spécifiques et cadres unitaires pour la combattre.

Internationalistes, anticolonialistes, nos espoirs se nourrissent des mobilisations féministes et contre la dictature en Iran, des grèves pour les salaires en Grande-Bretagne, des manifestations pour la démocratie en Chine, des luttes contre le racisme aux États-Unis, des luttes contre le chlordécone aux Antilles... Nous agissons en solidarité avec ces luttes.

En France, Macron s'en prend aux plus précaires avec la réforme de l'assurance chômage et la loi Darmanin contre les migrantEs. La réforme des retraites porte en elle le projet d'une société de sur-exploitation : travailler toujours plus, plus longtemps et pour des revenus toujours plus faibles. Une provocation contre ceux et celles qui, par leur travail manuel ou intellectuel, font tourner la société, tout particulièrement les femmes. Macron place la barre très haut. Pour lui, ça passe ou ça casse : la réforme ou la dissolution. Nous n'avons pas d'autre choix que bloquer le pays et dégager Macron. Cela implique l'unité des travailleurEs et de la jeunesse, de leurs organisations, de la base au sommet. Pour construire un mouvement par en bas, dans les lieux de travail et d'études, dans les communes et les quartiers.

Anticapitalistes, révolutionnaires et unitaires

Il faut rompre avec le capitalisme qui détruit nos vies. Dans les entreprises et tous les lieux de travail, nous agissons pour construire des outils de résistance collective — syndicats, collectifs, etc. Les combats contre l'exploitation, contre les oppressions et pour la préservation de la planète sont liés. Les luttes écologistes, féministes, LGBTI, antiracistes ont leurs dynamiques et leurs formes organisationnelles, qui participent à construire l'émancipation de touTEs, et leur convergence ouvre la voie à une confrontation avec le système et les pouvoirs qui le défendent.

Nous continuerons de construire et d'animer le NPA, qui sera présent dans toutes les mobilisations. Contre la réforme des retraites, en défense des migrantEs dès les marches des solidarités, pour construire la grève féministe du 8 mars, contre les méga-bassines, la relance du nucléaire et l'enfouissement des déchets à Bure... À l'échelle locale et nationale, nous lançons une campagne militante pour nous adresser, dans la continuité de la campagne Poutou, à toutes celles et tous ceux qui ont l'envie commune de construire une organisation anticapitaliste, révolutionnaire et unitaire. La première initiative sera une réunion publique à Paris le mardi 17 janvier à la Bellevilloise, avec nos porte-parole Olivier Besancenot, Christine Poupin, Philippe Poutou et Pauline Salingue.

Équipe d'animation de la PFB

Plateforme C

Continuer le NPA pour affirmer l'urgence et l'actualité de la révolution

D rôle de 5^e congrès, que 102 délégués sur 210, ceux de la Plateforme B (PFB), ont quitté avant même la distribution des mandats, en refusant tout vote. Le parallèle est saisissant avec « l'assemblée représentative » de la FI, qui se tenait le même week-end sans mandat non plus, et sans vote pour éviter, selon les mots de Manuel Bompard, « l'affrontement entre une majorité et des minorités. » Point d'affrontement mais débat démocratique pour les révolutionnaires que nous sommes ! Débat indispensable dans une situation sans majorité (les deux principales plateformes étant au coude à coude avec 47 voix d'écart) et qui imposait un travail commun et une direction partagée. C'était le mandat d'une majorité de militants dans les AG électives locales, quel que soit leur choix de plateforme, qui l'ont exprimé en adoptant à une large majorité la motion « continuer le NPA » (avec 58,4 % pour et seulement 22,4 % contre, sur 80 % du total des votants puisqu'elle a été présentée dans 38 AG électives sur 43).

Les discussions sur ce fonctionnement commun avaient connu des avancées considérables dans les dernières semaines. Une commission paritaire dédiée, animée par des camarades de la PFB d'Albi et des camarades de la PFC signataires de la motion « continuer le NPA », a rendu son rapport samedi matin. Ces camarades ont considéré, entre autres points positifs, que « la PFC s'inscrit dans la dynamique de la commission pour établir les conditions d'un fonctionnement commun et acceptable pour tous » et a conclu que : « les trois PF ont accepté les règles du jeu, dans une certaine transparence, ont fait des propositions pour alimenter le débat. »

En quittant le congrès, les délégués de la PFB se sont assis sur le mandat des AG électives et sur les travaux de cette commission. C'est un coup de force antidémocratique, annoncé par l'intervention de Philippe Poutou sur BFM le vendredi soir, pendant les travaux d'un congrès auquel il n'assistait pas ce premier jour. Pour quelle politique ?

Quitter une organisation révolutionnaire pour bosser avec la FI ?

Dans cette même interview, l'ancien candidat précise que ce choix est lié à « une situation politique qui se clarifie » en rendant « irréconciliable » l'opposition entre « ceux qui veulent construire un parti de révolutionnaires » et « ceux qui veulent bosser avec la FI. » Nous souhaitons bien du courage à ces camarades qui se disent « unitaires » mais commencent par une scission sans vote, car « construire avec la partie antilibérale de la gauche » ne sera pas une partie de plaisir, à moins de se limiter au rôle de supplétif de la FI comme feu la GA. On espère en tout cas que la FI voudra bien donner à Philippe Poutou, Olivier Besancenot et Christine



PHOTOTHÈQUE ROUGE/LÉANDRE

Poupin l'adresse de ses « assemblées représentatives », et qu'ils ne se retrouveront pas à la porte comme Clémentine Autain !

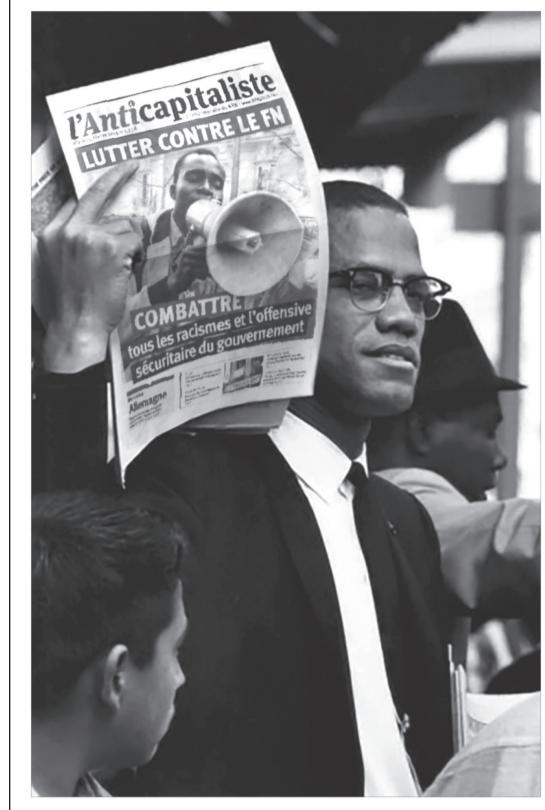
Ce choix de scissionner notre organisation révolutionnaire pour se rapprocher de la gauche institutionnelle est irresponsable à l'heure où des affrontements sociaux se préparent. Sur fond d'inflation galopante, Macron annoncera le 10 janvier le report de l'âge de départ à la retraite. La NUPES se divise sur la tactique à adopter : les uns soutiennent les efforts de dialogue social de la CFDT (PS, Verts), d'autres proposent la voie sans issue d'un référendum (PCF) et enfin la FI mise principalement sur la dissolution de l'Assemblée. Est-ce aussi dans l'objectif de pouvoir répondre présent à l'appel d'éventuelles législatives sous le slogan « Mélenchon premier ministre » que la direction de la B tente de saborder le NPA ? Comme cela a été défendu par plusieurs dirigeants de la B en cas de dissolution de l'Assemblée nationale.

Il y a urgence à intervenir dans tous les milieux, dans tous les combats, contre l'exploitation et contre toutes les oppressions pour faire valoir l'actualité de la révolution.

Urgence à contrecarrer les illusions institutionnelles ou réactionnaires, par nos perspectives et notre activité, par la mise en mouvement et l'expérience pratique. Urgence à entrer en campagne pour imposer le thème des salaires sur la scène politique — tant il est déjà l'objet de nombreuses grèves comme à Sanofi ou GrDF. Urgence à préparer la riposte contre l'attaque prévue sur nos retraites, riposte que nous proposerons à tous les militants et toutes les organisations syndicales et politiques de gauche, non pas pour se limiter à une « marche » qui appuierait une nouvelle impasse électorale mais pour en appeler à une mobilisation de l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse, fusion des nombreuses colères et révoltes venues d'en bas, et à un mouvement qui déborde les calculs des appareils syndicaux et politiques — surprenant même les révolutionnaires !

Urgence à renforcer le NPA comme pôle dans le mouvement révolutionnaire, comme outil de regroupement pour la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs. Rendez-vous dans les cortèges NPA de la marche des solidarités le week-end des 17 et 18 décembre ! Pour participer à l'AG des militants du NPA, en présentiel ou en visio, ce dimanche de 14 h à 18 h, écrivez à continuer.npa.2022@gmail.com

Armelle, Aurélien, Gaël, Marie-Hélène, Zara membres du CE du NPA



l'Anticapitaliste la revue

Le n°140 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

COMMANDÉZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris – Tél. : 01 49 28 52 44
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

«Je n'ai pas vu de mouvements de masse de boycott de la Coupe du monde»

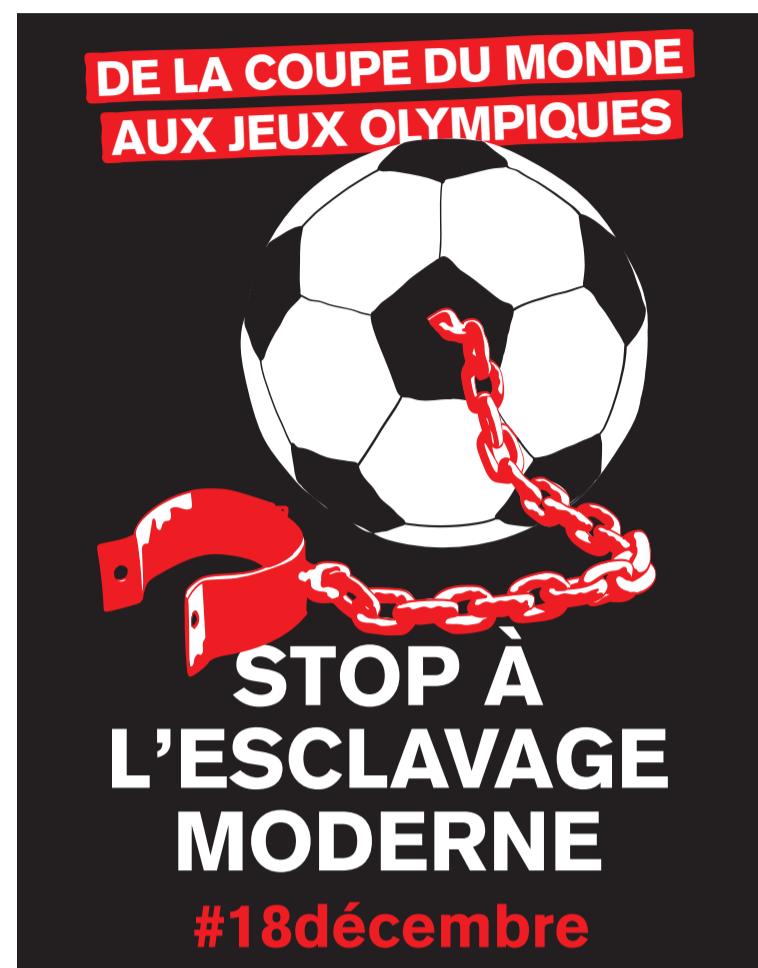
Entretien quelques jours après l'ouverture de la Coupe du monde avec Nicolas Ksiss-Martov, auteur d'un livre récemment paru aux Éditions Libertalia, «le Mondial de la honte».

Ces dernières années, des compétitions sportives ont été organisées dans des pays largement critiqués, comme la Russie, qui organisait la précédente Coupe du monde de football, ou la Chine, qui accueillait les derniers Jeux olympiques. Pourquoi la Coupe du monde de football au Qatar semble cristalliser plus fortement les critiques ?

Le football est devenu un phénomène de plus en plus important et donc de plus en plus ausculté, regardé et critiqué. Cette édition au Qatar aggrège des problématiques. Il y a la question des droits humains, celle de l'exploitation des travailleurs migrants, leur mort, leurs conditions de vie, qui a jeté une lumière assez crue sur ce pays et ce qui s'y passait. En fait, les pays occidentaux basés là-bas sont très puissants, très riches et vivent avec une main-d'œuvre étrangère qu'ils exploitent tranquillement. Ensuite, il y a la question des droits des personnes LGBTQI et des droits des femmes, souvent oubliés au prétexte qu'il s'agit d'une Coupe du monde masculine. Enfin, la question écologique est montée en puissance depuis deux ans. Les chantiers et la transformation du Qatar représentent un budget de 200 milliards, parce que l'ensemble du pays, certes petit, est concerné. En Russie, c'était un budget de 9 milliards, ce qui était énorme, mais Poutine, lui, n'a pas eu besoin de construire Moscou pour accueillir la Coupe du monde. La critique est venue, non pas des anti-foots, mais des associatifs du football, des amoureux du football. C'est un peu nouveau. Déjà, en 2014, lors de la Coupe du monde au Brésil, il y avait des supporters de foot qui dénonçaient la destruction des favelas autour des stades, l'augmentation du coût de la vie, la corruption, les investissements énormes consentis pour la Coupe du monde et pour les Jeux à Rio. Le chiffre de 6 000 morts sur les chantiers du Qatar donné par The Guardian est sans doute une estimation assez basse.

Cette Coupe du monde prend le visage d'un grand projet inutile, dangereux, anti-écolo et antisocial qui suscite des contestations à l'échelle internationale...

Oui, le football est politique, contrairement à ce que dit Macron, et il faut le politiser. La FIFA en est l'exemple. Basée en Suisse, avec un statut d'organisation à but non lucratif et un budget moyen de 800 000 millions de dollars, elle va faire 6 milliards de bénéfices lors de la Coupe du monde au Qatar. Cette organisation n'a aucun contrôle ni régulation. Il n'y a rien d'étonnant, du point de vue du système, à ce que la FIFA donne l'organisation de la Coupe du monde au Qatar, qui est un grand acteur économique mais qui n'est pas un pays avec une grande histoire du football. Sur le terrain pur du football, le Maroc était un peu plus crédible. Le Qatar est un pays très riche qui veut penser «l'après-hydrocarbures». Il faut qu'il se transforme en destination d'excellence pour les élites mondialisées. Gianni Infantino, président de la FIFA, s'est installé au Qatar,



et ce n'est pas anodin. L'idée est de faire un «Dubaï bis». Ce n'est pas la Coupe du monde en elle-même qui va provoquer la catastrophe écologique, mais elle est inscrite dans une absence totale de prise en compte de la question, dont la dernière COP est la démonstration la plus terrible. Comment peut-on continuer à faire des événements sportifs internationaux comme ceux-là alors qu'on sait qu'il est impératif de changer de mode de fonctionnement. On fait une Coupe du monde dans un pays où tout est climatisé parce que c'est un désert urbanisé. Cette Coupe du monde est le reflet de l'indifférence, et l'équipe de France participe de cette indifférence. Les responsabilités sont d'abord politiques.

Le Qatar a racheté le Paris Saint-Germain (PSG) il y a dix ans, fait du mécénat artistique, mène une politique qui consiste à vendre «la marque Qatar» et à préparer «l'après-gaz». La France joue un rôle particulier dans cette stratégie que ce soit Sarkozy ou Zidane qui se retrouve ambassadeur de la Coupe du monde...

Le Qatar appartient à ces pays du Golfe qui ont parfois des rivalités, comme avec l'Arabie saoudite. Leurs

élites sont formées en Europe et aux États-Unis. Militairement, face à l'armée de l'Iran ou d'un autre pays, ils n'ont pas les moyens de résister. Ils ont peur qu'un Koweït se reproduise. Deuxième enjeu, comment rester une puissance après l'épuisement des ressources fossiles ? La France a des liens très forts avec le Qatar depuis très longtemps. L'architecte qui a construit le Parc des Princes est celui qui a conçu le premier stade à Doha il y a trente ans. Nicolas Sarkozy est intervenu personnellement, et il le dit lui-même, pour que le Qatar organise la Coupe du monde jusqu'à jouer de son influence auprès de Michel Platini. Le PSG a été racheté par QSI auprès de M. Bazin, ami de Nicolas Sarkozy, et en même temps le Qatar a pris des parts dans le groupe Accor qui appartient à M. Bazin. Il y a eu l'achat des Rafale sous Sarkozy, poursuivi sous Hollande. La majorité des 6 000 expatriés français au Qatar sont des entrepreneurs. Vinci est poursuivi pour esclavage dans la construction du tramway à Lusail, ville sortie du sable, et des parkings et des hôtels Sheraton. Total a récolté un immense contrat avec le Qatar pour un gisement en Iran. La France a joué un rôle essentiel pour la Coupe du monde au

Qatar et les gouvernements successifs ont une grande responsabilité.

Qu'est-ce que cette Coupe du monde dit sur l'évolution du football comme sport internationalisé, les sommes que cela représente ? Le fossé entre les clubs, les supporters, le «peuple du football» et l'élite, le business du football se creuse-t-il de plus en plus ?

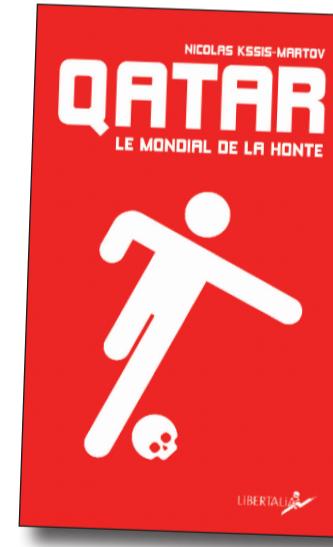
La fascination demeure très forte pour le foot des nations. Cette Coupe du monde illustre le fait que le football est devenu ce monstre gargantuesque et par ailleurs est un spectacle beaucoup regardé avec des ancrages populaires forts. À Auxerre, à Toulouse, au Red Star, mais c'est surtout en Allemagne que des supporters ont dénoncé la Coupe du monde au Qatar. Le président de la plus grosse association de supporters en France a dit qu'il ne voulait pas, ne pouvait pas se rendre au Qatar. Le boycott festif s'est répandu, des tournois de foot mixte et des soirées-débats se sont mis en place. Le football est plus grand que la FIFA, il peut vivre en dehors du système.

J'espère heureux que des gens se mobilisent mais je trouve très étonnant qu'il y ait eu une si faible prise de conscience. Je n'ai pas vu de mouvements de masse, de boycott de la Coupe du monde.

Depuis vingt ou trente ans, le jeu change avec une évolution des gabarits, des changements de poste, des nouvelles règles. Est-ce que ces changements s'inscrivent dans la marchandisation-spectacularisation du football ?

Il faut garantir la crédibilité du spectacle sportif, parce qu'il amène des droits télé, des paris sportifs. Il doit y avoir zéro erreur d'arbitrage qui est pourtant subjectif, une interprétation du jeu. Donc, le jeu change.

Propos recueillis par Julien Salingue



L'image de la semaine



Vu ailleurs



VITRINE DE LIBRAIRIE CENSURÉE À NICE. Les images porteraient presque à rire : un groupe de cinq policiers gardant un drap noir tendu sur un cadre en bois installé devant la vitrine. Le but du dispositif : dissimuler des collages féministes affichés à l'intérieur d'une librairie de Nice, vendredi 9 décembre, jour de la visite du ministre de l'Intérieur dans la ville.

Pourtant, sur les quelques messages affichés en vitrine et à l'intérieur du magasin, un seul faisait référence à Gérald Darmanin : « Sophie on te croit », une phrase destinée à Sophie Patterson-Spatz qui l'accuse de viol. Alors qu'il a bénéficié d'un non-lieu dans ce dossier, celui-ci doit être examiné, mardi 13 décembre, par la cour d'appel. Les autres collages sont des messages généraux dénonçant le sexismme et les violences sexuelles : « Qui sème l'impunité récolte la colère » ou « Violeurs on vous voit, victimes on vous croit ». Sur quel fondement les policiers ont censuré ces collages qui pourtant fleurissent un peu partout sur les murs des villes de France depuis maintenant plusieurs années ? Interrogé par Mediapart, le ministère de l'Intérieur n'a pas donné d'explication. Les libraires ont depuis saisi le tribunal administratif.

Le 30 septembre dernier, c'est à Pau, où Emmanuel Macron effectuait une visite, que des CRS ont pénétré dans un immeuble pour forcer un couple à retirer une pancarte clamant : « Je veux partir à la retraite avant l'affondrement climatique. »

Au mois de juin dernier, ce sont les travailleuses et travailleurs sociaux de l'association Arélia, située à Toul, qui ont vu les policiers débarquer pour arracher une banderole dénonçant le fait que tous n'ont pas touché la prime de revalorisation salariale de 183 euros, la « prime Ségur ». « Les oubliés du Ségur, les méprisés du Ségur, nous aussi on soigne !!! », y était-il écrit.

Jérôme Hourdeaux, « Vitrine de librairie censurée à Nice : un drap noir sur la liberté d'expression », Mediapart, 12 décembre 2022

l'Anticapitaliste

12 € = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenu et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 70 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €
Hebdo + <input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 120 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 1 an offert	<input type="checkbox"/> 1 an 45 €
Promotion d'essai <input type="checkbox"/> 3 mois offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER

Jointre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenu et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :

Adresse : Ville :

Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN : BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Numéro ICS : FR43ZZZZ5475

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org